

2014

# MISSION D'ÉVALUATION CONJOINTE (JAM) PAM&UNHCR BURUNDI



Avril 2014



## Table des matières

Résumé.....	4
Contexte et justification.....	5
Objectifs globaux de la JAM.....	8
Méthodologie.....	9
Description de l'assistance actuelle.....	10
Accès à l'assistance.....	10
Assistance alimentaire.....	10
Distribution de non-vivres.....	13
Accès au crédit.....	13
Formations professionnelles.....	13
Nutrition et Santé.....	13
Relation avec la population hôte.....	14
Protection et Education.....	15
Hygiène.....	15
Eau.....	16
Abris et infrastructures.....	16
Résultats.....	17
Sécurité alimentaire.....	17
Accès à la nourriture.....	17
Utilisation.....	23
Consommation alimentaire.....	24
Dépenses.....	26
Stratégies d'adaptation et cycle d'endettement.....	28
Sources de revenus.....	30
Formations professionnelles.....	34
Accès au crédit et opportunités d'autosuffisance alimentaire et financière.....	35
Possibilité de ciblage de l'assistance alimentaire.....	36
Nutrition et santé.....	37
Nutrition.....	38
Accès des réfugiés aux soins de santé.....	41
Relation avec la population hôte.....	41

Impact des camps sur l'économie des ménages de la population hôte. ....	42
Impact socioculturel et environnemental .....	44
Protection et Education .....	45
Sécurité.....	45
Dignité.....	45
Accès .....	45
Personnes à besoins spécifiques - PBS .....	46
Protection de l'enfance/Education.....	46
Risques d'exploitations sexuelles et violences basées sur le genre.....	47
Responsabilisation/Participation.....	48
Logistique/wash/habitat .....	49
Accès à l'eau .....	49
Hygiène et assainissement .....	50
Abris et Infrastructures.....	50
Environnement .....	51
Conclusion, perspectives et recommandations principales .....	53
Annexe 1 : Plan d'action.....	54
1. Sécurité alimentaire.....	54
1. Capacité à l'autosuffisance.....	56
2. Nutrition et Santé .....	58
3. Relation avec la population hôte .....	59
4. Protection .....	60
4. Logistique/Wash/habitat.....	63
Annexe 2 Liste des participants par équipe .....	65
Annexe 3 Méthodologie par thématique.....	66

## Résumé

La mission conjointe PAM/UNHCR conduite du 3 au 8 avril 2014 dans les 4 camps de réfugiés du Burundi, a mis en exergue le très haut degré de dépendance des réfugiés à l'assistance alimentaire, utilisée comme sources principales de consommation alimentaire et de revenu, par une vaste majorité. Cette situation semble identique à celle décrite par la précédente enquête JAM, conduite en 2010.

Les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire sont les ménages de petite taille : taille familiale 1 jusqu'à 4, soit 53% des ménages des quatre camps. Egalement, les ménages dont le chef de ménage est une femme (70% de la population dans les camps de Bwagiriza, Musasa et Kinama), sont plus vulnérables à l'insécurité (et encore plus si veuve<sup>1</sup>).

La consommation alimentaire auprès des réfugiés est sensiblement plus élevée que celle des communautés hôtes. La proportion de ménages de réfugiés ayant un score de consommation alimentaire acceptable varie entre 75% et 91% dans les trois camps; ceux ayant une consommation alimentaire pauvre entre 2% et 8%. On observe des disparités entre les camps, celui de Kinama présentant les scores de consommation les plus faibles (ces données n'étaient pas disponibles pour le camp récent de Kavumu au moment de la mission). L'accès physique et économique à la nourriture des ménages de réfugiés s'est détérioré au cours des deux dernières années dans les camps de Kinama et de Musasa, où l'on observe une augmentation des ménages ayant consommation pauvre d'environ 2,5% à 3%. En particulier, le camp de Kinama a enregistré une diminution de la proportion de ménage ayant consommation acceptable de 18%. Enfin, la consommation alimentaire est restée stable avec des valeurs hautement favorables dans le camp de Bwagiriza (93% des ménages y ont une consommation acceptable).

Le taux de malnutrition aigüe globale se situe en dessous du seuil d'alerte de l'OMS (Organisation Mondiale pour la Santé) (fixé à 10%) puisqu'il varie de 2,1% à 6,7% selon les camps. Le niveau de malnutrition chronique est lui plus inquiétant et dépasse le seuil critique de 40% défini par l'OMS dans les camps de Kavumu et Kinama. A l'exception du camp de Musasa, les taux de malnutrition aigüe globale (MAG) sont plus élevés auprès des communautés hôtes que parmi les ménages de réfugiés. Egalement, les taux de malnutrition aigüe sévères (MAS) sont systématiquement plus élevés parmi la population locale autour des camps. Des marchés mixtes sont opérationnels et accessibles à proximité de 3 des 4 camps : celui de Kavumu, plus récent, n'en possède pas encore. Ces marchés offrent une bonne disponibilité et variabilité de produits alimentaires et non alimentaires, y compris des légumes frais de provenance locale, à l'exception des deux périodes de soudure (septembre-octobre et janvier-mars).

La source de revenu principale dans les quatre camps est la vente de l'assistance alimentaire. Les réfugiés ayant la source de revenu la plus stable sont ceux qui travaillent pour les ONGs

---

<sup>1</sup> Presque 16% des ménages ont un chef de ménage veuf/ve – PAM, Post Distribution Monitoring, 2013

et les services communautaires des camps comme enseignants, hygiénistes, animateurs. Ils perçoivent une prime journalière allant de 1200 BIF (0,79USD) à 2500 BIF (1,94USD). Cependant, ils sont très minoritaires. La dépendance au crédit, avec des taux usuriers (50%), est très élevée dans les 4 camps et le cercle vicieux de l'endettement touche une part importante des réfugiés, avec des piques à Musasa et Kinama, et a un impact considérable sur l'accès à la nourriture tout au long du mois. La durée de l'assistance alimentaire fournie varie en moyenne entre 21 et 25 jours.

Les principales dépenses mensuelles des réfugiés sont l'achat de produits alimentaires non fournis par le PAM (principalement légumes frais, viande, poisson) et de biens non alimentaires tels que habits, chaussures, transports, frais scolaires et combustibles.

La mission conclue que les réfugiés dans les quatre camps doivent impérativement continuer à être assistés par l'aide humanitaire. Les efforts doivent être tournés vers l'accès des réfugiés à des sources de revenus diversifiés et le soutien au développement économique des zones d'accueil des camps. Il est à noter que presque aucune amélioration n'a été enregistrée en termes d'autosuffisance des réfugiés et de créations d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) depuis la JAM de 2010.

### Contexte et justification

Le Burundi est signataire de la convention de 1951 relative au statut des réfugiés ainsi que la convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects relatifs aux problèmes des réfugiés en Afrique. Sur la base de cette convention, une politique de détermination rapide de statut individuel a été mise en place par le Gouvernement à travers sa structure opérationnelle nommée ONPRA (Office National de la Protection de Réfugiés et Apatrides), créée par le ministère de l'intérieur pour gérer les réfugiés et demandeurs d'asiles.

Depuis 1964, et le début de l'instabilité politique de la République Démocratique du Congo, le Burundi n'a cessé d'accueillir les réfugiés congolais venus par petits groupes. C'est en 1978 que le gouvernement burundais et le HCR procèdent à la reconnaissance officielle du statut de réfugié à cette population. Aujourd'hui, près de 300 à 500 demandeurs d'asile par mois arrivent au Burundi principalement en provenance du Sud Kivu où les violences font rage.

Face à cette situation, le gouvernement du Burundi en collaboration avec le HCR a ouvert le camp de réfugié de Kinama en 2002 (province de Muyinga) en respect des normes et standards internationaux de protection. En mars 2014, ce camp comptait 9 526 réfugiés<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Données fournies par le HCR, voir tableau 1.

Le camp de Gihinga a ensuite été couvert en 2004. Suite à l'attaque et la mort de plus de 160 réfugiés y vivant, ce camp a été délocalisé en septembre 2009 vers la province de Ruyigi, formant le camp de Bwagiriza. En mars 2014, le camp de Bwagiriza comptait 9 270 réfugiés.

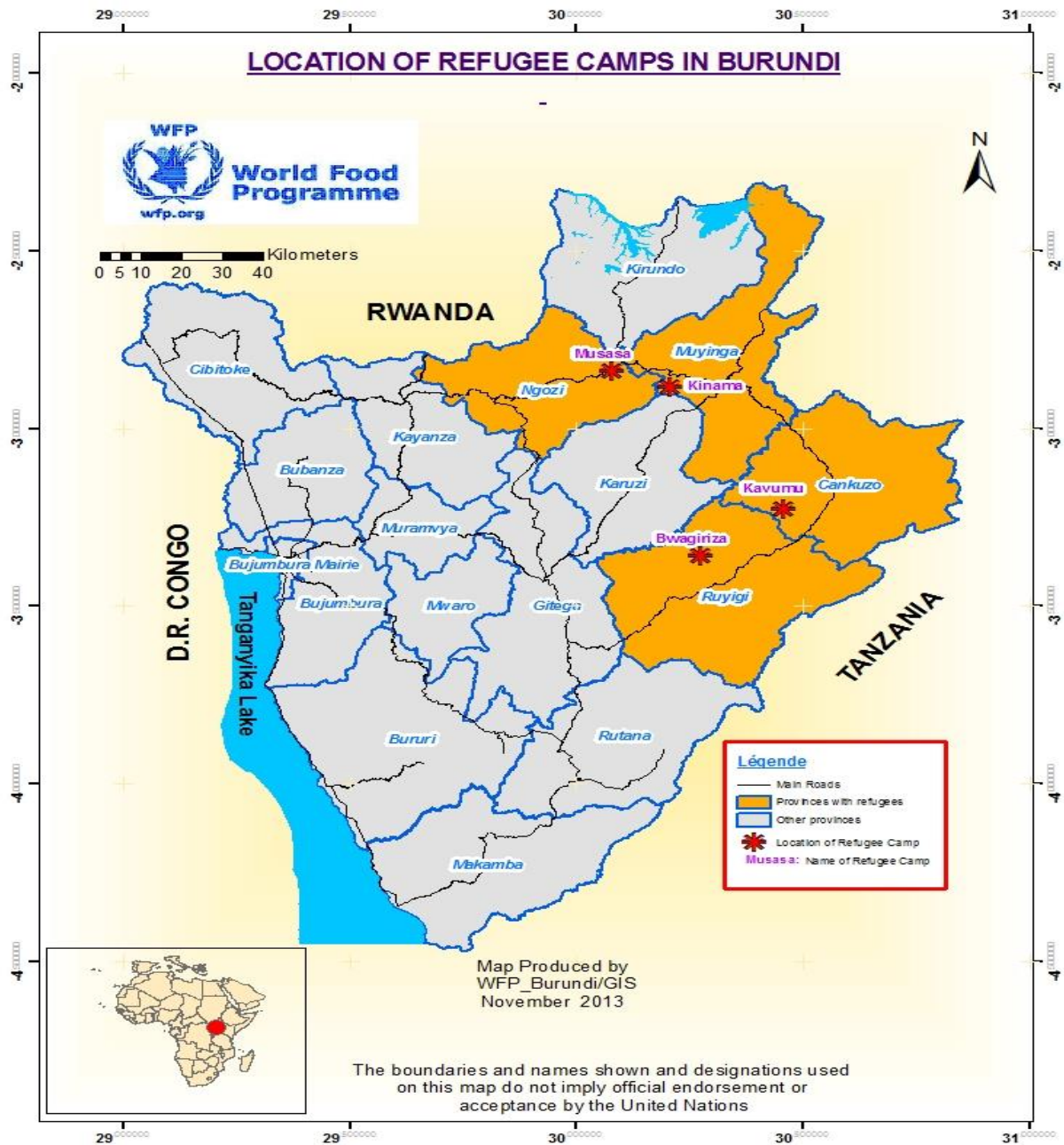
En 2007, du le site de transit de Musasa a été à son tour transformé en un camp de réfugiés. En mars 2014, ce camp comptait 6 668 réfugiés.

En 2013, le Gouvernement Burundais a octroyé à l'UNHCR un nouveau terrain pour l'ouverture d'un quatrième camp, à Kavumu dans la province de Cankuzo. Ouvert le 10 Avril 2013, le camp de Kavumu accueillait fin mars 2014, 3631 réfugiés et continue de recevoir régulièrement des nouveaux arrivants.

A la fin mars 2014, les statistiques du HCR indiquent que 46.626 réfugiés vivent au Burundi dont 29.304 se trouvent dans les camps et 17322 réfugiés sont en milieu urbain ; on dénombre également 7 773 demandeurs d'asile.

<b>Tableau 1. Récapitulatif des réfugiés et demandeurs d'asile au Burundi Mars 2014 (source : HCR)</b>		
<b>Localité /Camp</b>	<b>Province et commune</b>	<b>Nombre de bénéficiaires</b>
Musasa	Ngozi/Kirembe	6.668
Kinama	Muyinga/Gasogwe	9.526
Bwagiriza	Ruyigi/Butezi	9.270
Kavumu	Cankuzo/Cankuzo	3.631
Réfugiés Urbains	Bujumbura et autre	17.322
Demandeurs d'asile	Urbain et camps	7.773
<b>Grand total</b>		<b>54.190</b>

## Répartition géographique des camps :



La dernière enquête JAM (Joint Assessment Mission) date de 2010. Depuis, la situation des réfugiés a considérablement évolué et le besoin de conduire une nouvelle JAM s'est fait sentir. Les principaux changements sont détaillés ci-après.

L'arrivée continue de réfugiés tout d'abord, créant une situation instable avec des changements permanents, auxquels l'aide humanitaire doit sans cesse répondre et s'adapter.

L'augmentation du coût de la vie au Burundi ensuite, avec une augmentation de l'inflation de 4,1% en 2010 à 14,9% en 2011<sup>3</sup> qui a fragilisé l'économie nationale. La hausse des prix des denrées alimentaires a entraîné une forte baisse du pouvoir d'achat des ménages.

La nouvelle forme d'assistance alimentaire utilisant les «coupons alimentaires » a été mise en place par le PAM dans les camps de Bwagiriza, Musasa et Kinama à partir de Février 2013, dans le but de diversifier la ration alimentaire des réfugiés. Les coupons sont distribués mensuellement et échangés contre des vivres lors de foires organisées dans chaque camp. Une interruption du système des coupons pour des raisons budgétaires a eu lieu entre Septembre 2013 et Février 2014. Ce système sera mis en place à partir de mai 2014 à Kavumu, remplaçant l'actuelle distribution directe de vivres.

Le projet pluriannuel (2013-2017) et régional du UNHCR, qui prévoit la réinstallation de 50 000 réfugiés congolais ayant trouvé asile au Rwanda, Ouganda, Burundi, Tanzanie. Ce programme initié par le HCR et les pays de Réinstallation (principalement les Etats Unis), initialement prévu pour démarrer en 2012 au Burundi, devait concerner 10 000 personnes. L'exercice de vérification entrepris en 2013 au Burundi a révélé que près de 17 000 réfugiés répondent aux critères fixés par les pays de réinstallation, et le programme a commencé avec la soumission de 1000 personnes en 2013, 2700 sont prévues pour 2014 et 4400 pour 2015, 2016 et 2017.

Enfin, la nouvelle stratégie globale du HCR, qui vise à diminuer progressivement son assistance et autonomiser les réfugiés, en vue d'une meilleure intégration. Ainsi, la distribution jusque-là annuelle d'articles non alimentaires tels que seaux, jerrycans, couvertures, moustiquaires, kits de cuisine vêtements/chaussures n'est plus assurée de manière générale. Ces articles sont distribués une seule fois aux nouveaux réfugiés (camp de Kavumu) dès leur arrivée. Les distributions de kits sanitaires et hygiéniques sont, elles, maintenues annuellement pour toutes les femmes en âge de procréer.

### Objectifs globaux de la JAM

Les objectifs tels que prévus par les termes de références sont :

- Evaluer la situation de la sécurité alimentaire et vulnérabilité des réfugiés congolais se trouvant dans les camps (accessibilité, disponibilité et utilisation alimentaire) et identifier les principales causes et risques potentiels ou existants de l'insécurité alimentaire afin de fournir des recommandations contribuant à l'élaboration des objectifs du plan stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des réfugiés pour les prochains mois 12 à 24 mois.
- Evaluer et comprendre l'opération d'assistance alimentaire en cours avec possibilité de changement d'approche vers une assistance complémentaire du PAM et des services

---

<sup>3</sup> Rapport PAM, *Analyse des données secondaires de la sécurité alimentaire, vulnérabilité et nutrition au Burundi*, novembre 2012



connexes par le HCR et ses partenaires ; identifier les bonnes pratiques, les principales contraintes, les leçons apprises et les domaines d'amélioration.

Les réfugiés urbains n'ont pas été considérés dans le cadre de cette mission comme initialement prévu. En raison de leur situation extrêmement spécifique, ils ont fait l'objet d'une enquête particulière et récente organisée par le HCR et son partenaire Fédération Handicap Internationale FHI (enquête sur le profil socio-économique des réfugiés urbains réalisée en 2013 et les AGDM (Age Gender Diversity Mainstreaming)/ focus groups réalisés en Février 2014)<sup>4</sup>.

## Méthodologie

La JAM s'appuie sur une revue des données secondaires, des visites de terrain à raison d'un jour passé dans chaque camp, avec organisation d'entretiens avec la population (en focus groups), avec des informateurs clés (leaders communautaires, représentants de l'administration, partenaires), visites des infrastructures et de ménages choisis au hasard.

La partie terrain de la mission s'est déroulée du 1 avril au 9 avril 2014, suivant le planning ci-dessous:

1 avril – 2 avril	Préparation des équipes, formation aux outils de collecte
3 avril	Visite du camp de Kinama
4 avril	Visite du camp de Musasa
7 avril	Visite du camp de Bwagiriza
8 avril	Visite du camp de Kavumu
9 avril	Débriefing avec les représentants de chaque groupe de travail

Afin de couvrir toutes les questions et domaines qui permettront de dresser un rapport complet de la situation, le travail a été scindé en 5 thématiques pour 5 groupes de travail :

- Sécurité alimentaire et capacité à l'autosuffisance
- Nutrition et Santé
- Relation avec la population hôte
- Protection
- Logistique/Wash/habitat

---

<sup>4</sup> *Vulnérabilité(s) des Réfugiés Urbains à Bujumbura – Burundi* ; Handicap International/UNHCR, Octobre 2013.

Tous ces secteurs ne relateront que des éléments en lien direct avec la sécurité alimentaire des réfugiés, puisque c'est là le sujet d'intérêt d'une JAM.

La liste des participants et les méthodes spécifiques utilisées pour la collecte de données de chaque équipe est disponible en Annexe 1.

### Description de l'assistance actuelle

#### Accès à l'assistance

Pour avoir accès à l'assistance alimentaire, les réfugiés doivent être enregistrés dans l'un des 4 camps de réfugiés.

La base de données du HCR a été mise à jour en 2013, contenant l'ensemble des données photos, empreintes digitales et biodata. Chaque réfugié de plus de 14 ans a reçu une Carte d'Identité de Réfugié et chaque famille une attestation familiale d'enregistrement.

Un mécanisme de contrôle de présence (mise en suspens après 3 absences lors des distributions) permet de maintenir une certaine actualisation de la base de données. Les personnes mise en suspens doivent justifier leurs absences afin de pouvoir bénéficier à nouveau de l'assistance.

#### Assistance alimentaire

##### *Coupons alimentaires et ration alimentaire*

L'étude de Faisabilité des activités Cash & Vouchers<sup>5</sup> dans les camps de réfugiés au Burundi, conduit conjointement en Juin 2012 par le PAM, l'UNHCR et ECHO, a identifié la modalité « coupons d'alimentation » comme l'instrument le plus efficace d'assistance aux réfugiés dans les trois camps de **Kinama**, **Bwagiriza** et **Musasa**. Les coupons alimentaires (ou bons alimentaires) ont été introduits en février 2013, avec une interruption et donc retour aux distributions des denrées alimentaires en nature entre octobre 2013 et janvier 2014 en raison de contraintes budgétaires.

Le camp de **Kavumu** a été installé en avril 2013 et les réfugiés ont bénéficié d'une ration alimentaire mensuelle en nature jusqu'à avril 2014. A partir du mois de mai 2014, il est prévu que le système de coupons soit élargi à ce camp.

Depuis 2008 (2008-2010 pour le PRRO 10528.1 et 2011-2012), les réfugiés ont toujours bénéficié d'une ration alimentaire complète incluant le CSB à raison de 50g/pers/jours. Dès le passage à la modalité « voucher » en Février 2013, le Super céréale (CSB+) est mensuellement distribuée en nature aux réfugiés des quatre camps malgré les interruptions enregistrées entre février et Mai 2013 et 2014 suite à une rupture de stock. Cette situation périodique de rupture de stock du CSB n'a pas affecté le camp de Kavumu qui nécessite une attention particulière en raison de l'arrivée continue de nouveaux réfugiés et qui, par conséquent a constitué une priorité pour le HCR et le PAM.

---

<sup>5</sup> PAM (2012), Étude de Faisabilité des activités C&V dans les camps de réfugiés au Burundi

### Calcul de l'assistance alimentaire individuelle

Les quantités de l'assistance alimentaire (bons et ration alimentaire) par réfugié dans les quatre camps sont présentées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2 : Panier alimentaire (g) /pers/ mois fourni par le PAM de 2012 à 2013**

Modalité en nature 2012-2013 (Kinama, Musasa, Bwagiriza)		Modalité Voucher <sup>6</sup> +CSB 2012-2013 (Kinama, Musasa, Bwagiriza et Kavumu)	
Céréales	360	Farine de Maïs	3,6
Légumineuses	120	Haricot	3,6
CSB	50	CSB	1,5
Huile végétale	25	Huile de palme	1,5
Sel iodé	5	Sel	0,15
		Riz	3,6
		Farine de manioc	3,6
<b>Grand total</b>	<b>560</b>		<b>17,55</b>
<b>TotalKcal/p /jour</b>	<b>2.119</b>		<b>2.324</b>

L'on constate que l'introduction de la modalité « voucher+ CSB a permis une augmentation et une amélioration du panier alimentaire des ménage. En effet, cette amélioration du panier dépendra du choix que le ménage fait lors de la vente. Par exemple, un ménage qui décide d'acheter les denrée de haute qualité tel que le riz importé aura un panier réduit en quantité par rapport au ménage qui choisit d'acheter le riz local, moins cher que le précédent.

**Tableau 3 : Distributions réalisées par le PAM par rapport aux prévisions de 2012 et 2013**

A **Kavumu**, le panier alimentaire actuel couvre les besoins énergétiques individuels minimales de 2,100 Kcal/jour, le pourcentage minimale de 10% d'énergie dérivant des protéines et de 17% dérivant de gras/huiles. La valeur des bons alimentaires pour les camps de **Kinama**, **Bwagiriza** et **Musasa** est basée sur une valeur d'équivalent-calories des rations de produits alimentaires achetés localement (riz, farine de maïs, farine de manioc, huile de palme, haricots rouges, sel). La ration est calculée sur la base d'une consommation journalière moyenne de 120 gr de riz (importé ou local), 120 gr de farine de manioc locale, 120 gr de farine de maïs (importée au locale) et assure un apport de 2124 Kcal/jour par réfugié. Cette assistance est complétée par 50 gr/personne par jour de CSB distribué par le PAM en nature lors des foires, équivalent à 200 Kcal, pour un total de 2324 Kcal par réfugié par jour.

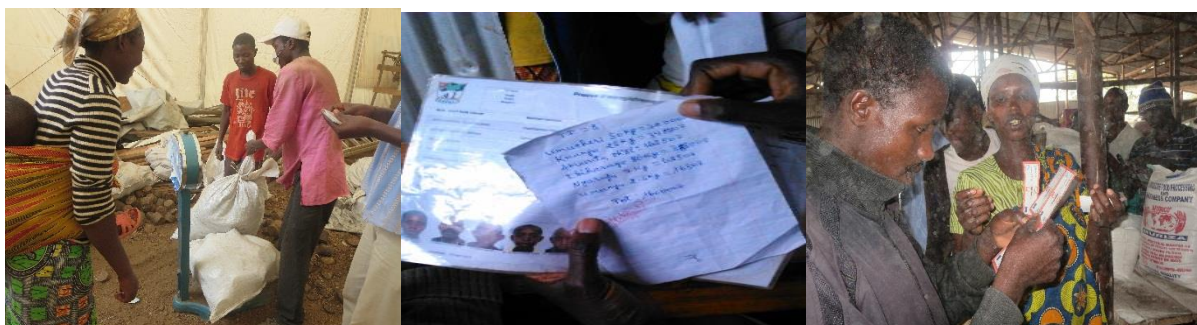
<sup>6</sup> Voucher value: Fbu 20 000/personne/mois.

### *Mécanisme de fixation des prix unitaires dans les coupons alimentaires*

Les prix unitaires des produits alimentaires sont mis à jour périodiquement suite aux résultats des appels d'offres trimestriels lancés par le PAM auprès des commerçants préalablement identifiés et après discussions avec ces derniers. Le PAM prend en charge les éventuelles augmentations saisonnières des prix moyens pratiqués par les commerçants à travers un mécanisme d'alignement du budget mensuel alloué à chaque réfugié (actuellement de 20,000FBU/mois), afin de garantir l'accès au pouvoir calorifique minimal journalier (2100 Kcal/personne). Les réfugiés sont informés des variations des prix éventuelles tous les trois mois. La base de calcul de la valeur du coupon d'alimentation reste le panier alimentaire tel que planifié dans le document de projet du PAM (PRRO 200164).

### *Achat de denrées alimentaires pendant les foires fermées dans les camps*

L'achat se base sur un 'shopping list' des produits alimentaires compilée par chaque ménage, qui assure une flexibilité d'achat entre céréales de base (riz importé, riz local, Farine de maïs locale, farine de maïs importée, farine de manioc), et qui fixe les quantités minimales de chaque groupe alimentaire (céréales, légumineuses, huiles, sel) à recevoir par réfugié. Ceci, à fin de garantir l'équilibre diététique de l'assistance et limiter l'achat sélectif à des fins spéculatives.



*Photos : distributions au camp de Bwagiriza : de g. à d. femme achetant des aliments, carte de distribution et shopping list, vendeur découpant des coupons, balance de contrôle.*

### *Distribution de l'assistance alimentaire lors des foires*

La distribution de l'assistance alimentaire est basée sur les informations mentionnées sur la carte d'enregistrement et suit la composition réelle des ménages. Chaque membre de chaque ménage, indépendamment de son âge, a droit au même budget individuel mensuel.

Les foires sont organisées mensuellement. Un comité de distribution composé par le PAM, CARITAS et UNHCR suit les opérations de distribution pendant les quatre/cinq jours de distribution.

Un bureau des litiges est géré par la CARITAS, et appuyé par l'UNHCR et l'ONPRA avec la présence des Membres du Comité Directeur de réfugiés. Cela permet de fournir aux réfugiés une réponse rapide aux contraintes surgies pendant les foires et, comme tout est documenté, ça constitue aussi une base d'amélioration de la mise en œuvre pour les prochaines interventions.

### Distribution de non-vivres<sup>7</sup>

Les non-vivres en général et en particulier les ustensiles de cuisine étaient jusqu'en 2013 distribués annuellement par le UNHCR dans les 3 camps de Kinama, Musasa, Bwagiriza. Actuellement, ils ne sont distribués que dans le camp de Kavumu, uniquement à l'arrivée de nouveaux réfugiés. Dans les anciens camps, ces distributions sont faites de façon ciblée en faveur des personnes à besoins spécifiques. Cela est dû à la stratégie actuelle du HCR d'autonomisation progressive des réfugiés et aux contraintes budgétaires qui ne permettent plus la régularité de ce types de distributions comme dans le passé.

Le bois de chauffe a été remplacé en 2014 par des « briquettes », petites galettes constituées de résidus organiques (coupeaux de bois, feuilles,...). Elles sont distribuées mensuellement à raison de 13 kg par personne en moyenne.

### Accès au crédit

A l'intérieur des camps, UNHCR, à travers IRC a institué les **Voluntary Savings and Lending Activities (VSLA)**, un système de micro-crédit solidaire basé sur la cotisation hebdomadaire d'un montant individuel parmi les réfugiés membres d'une association d'épargne. Le nombre de VSLA dans les camps de Kinama, Bwagiriza et Musasa a augmenté au cours des trois dernières années, en passant de 12 en 2012 à 44 en 2014. Une sensibilisation et des séances de formation sur les VSLA ont été conduites auprès des réfugiés de Kavumu et le système est en train d'y être introduit.

### Formations professionnelles

Suivant les recommandations du JAM 2010, une vaste offre de formations professionnelles a été organisée dans les camps de Kinama, Bwagiriza et Musasa au cours des trois dernières années.

Les formations professionnelles sont ouvertes aux réfugiés et, à hauteur de 10% maximum, à la population locale. A Kavumu, certaines formations telles que la menuiserie ont vu un accès au-delà de 10% des burundais dû à la faible adhésion des réfugiés.

Les formations professionnelles principales offertes par IRC dans les quatre camps sont: i) Menuiserie ; ii) Maçonnerie; iii) Informatique (ICDL); iv) Hôtellerie et restauration-Boulangerie ; v) Plomberie ; vi) Soudure.

### Nutrition et Santé

Les camps ont chacun un centre de santé et un centre nutritionnel avec les services de santé physique, santé mentale, VIH/SIDA et santé de la reproduction. Les centres ont une capacité de 20 lits en moyenne par camp, et sont ouverts 7/7, 24 H/24.

---

<sup>7</sup> Seaux, jerrican, moustiquaire imprégné, kit hygiénique, couverture, natte

Les soins sont accessibles à tous les réfugiés dans les camps gratuitement. Le système de référencement permet le transfert des cas urgents vers les hôpitaux de références. Les médicaments sont disponibles et les réfugiés y ont accès.

Le partenaire médical AHA, garantit un service de supplémentation nutritionnelle pour les enfants malnutris modérés, les enfants en maternelle/préscolaire, les femmes enceintes, les femmes allaitantes, les personnes âgées, les malades chroniques et les personnes vivant avec le VIH-SIDA (PVVS).

Un service de santé mentale est également présent dans chaque camp. Les cas graves et instables sont référés vers l'hôpital psychiatrique de Bujumbura.

#### Relation avec la population hôte

Trois projets « Food For Asset » en rapport avec la réhabilitation des pistes et la protection de l'environnement par le reboisement ont pu être réalisés par le PAM au bénéfice de la population hôte du camp de Musasa (2011), Bwagiriza (réhabilitation de la route Ruyigi-Bwagiriza en 2012) et celui de Kavumu (traçage de la route RN13- camp Kavumu en 2013) et protection du bassin versant sur la colline Kavumu. De plus, à partir de mai 2014 le PAM en collaboration avec World Vision va appuyer un projet d'assistance alimentaire pour la création d'actifs à environ 15.000 ménages parmi les populations hôtes environnante du camp de Kavumu, province Cankuzo, en utilisant la modalité « Coupons d'alimentation » en rapport la création des actifs communautaires et l'aménagement des marais.

D'autres partenaires sont actifs dans les provinces d'accueil des réfugiés sans atteindre jusqu'ici les collines les plus proches des camps de réfugiés. Ce sont entre autres :

- World Vision (WV) qui opère dans les provinces de Muyinga et Ngozi dans les domaines de sécurité alimentaire et le développement des microcrédits,
- World Relief (WR) qui opère en province Ruyigi dans le domaine de réhabilitation du cheptel, enseignement des métiers et micro-crédits à travers une microfinance dénommée « TURAME » ;
- La Fédération Luthérienne Mondiale (FLM) qui couvre quant à elle les provinces de Cankuzo et Ruyigi dans les domaines de protection de l'environnement et sécurité alimentaire, développement communautaire durable, vulgarisation agro-sylvo-pastorale adaptée, promotion d'une réinsertion du commerce soutenu à travers les crédits et activités artisanales,
- Catholic Relief Services (CRS) qui est dans le domaine de sécurité alimentaire par ses appuis en intrants à travers la modalité « foires semencières au niveau des provinces Ruyigi et Cankuzo.

## Protection et Education

La protection des réfugiés est assurée par l'émission et la délivrance de documents d'identité (CIRE à laquelle a droit tout réfugié de plus de 14 ans) et de documents de séjour (permis de séjour temporaire pour les demandeurs d'asile). Une lettre d'entente entre le gouvernement et l'UNCHR signée début 2014 permet l'émission et la délivrance par la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE) de 1000 titres de voyage biométriques, conformes aux nouvelles dispositions de l'International Air Transport Association (IATA).

Le partenaire ONPRA enregistre toutes les naissances dans les camps et facilite l'obtention d'extraits d'acte de naissance/décès/mariages avec l'administration en charge de l'état civil.

La liberté de mouvement à l'extérieur des camps est assurée par la facilitation de billets de sorties délivrées par l'administration du camp (ONPRA).

Les Comités représentatifs (Comité directeurs et Comités Sectoriels-GBV, Femmes, Jeunes, Child protection, PBS, WASH, Santé, ..) ont été élus et mis en place et sont opérationnels dans chacun des camps et sont encadrés par les différents partenaires (ONPRA, IRC, AHA, COPED, UNHCR).

Au niveau des camps, il a été recensé en 2013 près de 195 enfants non accompagnés (ENA) et 2050 Enfants Séparés (SC). La protection de l'enfant et l'éducation sont suivis par le partenaire IRC avec le soutien de l'UNHCR et des autres partenaires (AHA, ASF, ONPRA). En 2013, suite à l'exercice de vérification une stratégie « Protection de l'enfance » a été développée afin de maximiser le suivi des cas. Près de 1 500 Best Evaluation de l'intérêt Supérieur (Interest Assesment - BIA) ont été effectués, près de 280 Détermination de l'intérêt Supérieur (Best Interest Determination - BID)- rédigés, une cinquantaine de dossiers ont été référés au CICR.

## *Violences basées sur le genre*

Les activités de prévention et réponses aux GBV sont coordonnées conjointement par l'UNHCR et IRC via la mise en place de Procédures Standards Opérationnelles (SOPs) qui prévoient un système de référence vers des services d'assistance médicale (AHA), sécuritaire (ONPRA, UNHCR), psychosociale (IRC) et judiciaire (ASF). Un rapport statistique mensuel (GBVIMS) est partagé à l'ensemble des intervenants afin de revoir les stratégies et de réorienter les activités.

## Hygiène

Des kits hygiéniques contenant savons, protections féminines, sous-vêtements sont distribués annuellement.

Des travaux communautaires sont régulièrement organisés dans chaque camp autour de l'hygiène. Les membres des comités et les chefs de quartiers identifient les endroits à nettoyer et ils font un planning basé sur le nombre de cellules.

A Kinama, une personne s'occupe de la propreté des latrines trois fois par jour contre rémunération en nature. A Musasa, trois familles partagent une latrine, et quatre familles une douche, qu'ils ferment avec cadenas et s'organisent pour faire la propreté à tour de rôle. A Bwagiriza, chaque ménage a sa propre latrine et assure sa propreté. A Kavumu, deux familles partagent une latrine et quatre familles, une douche. Les familles y font la propreté à tour de rôle.

#### Eau

L'eau arrive soit par pompage (Musasa), soit par gravité (Kinama, Bwagiriza et Kavumu) est stockée au niveau des réservoirs (50m<sup>3</sup>/70m<sup>3</sup>) se trouvant dans chaque camp avant d'être distribuée aux réfugiés. Dans chaque camp, des points d'eau (rampes, robinets, lavoirs et bacs de lessives) sont accessibles à certaines heures à raison de 2 fois par jour. Selon le type d'approvisionnement en eau, la quantité moyenne par réfugié varie entre 17,2L (à Musasa où le système de pompage est utilisé) à 21L pour les autres camps servis par le système gravitaire. Cette ration d'eau est largement dépassée à Kavumu avec plus de 50L/p/j vu que les quatre sources captées par gravité fournissent actuellement assez d'eau ce qui permet de servir au passage la communauté hôte.

Des jerricans ont été distribués aux réfugiés pour le transport de l'eau. Comme la distribution générale de jerrican n'est plus à une fréquence annuelle, un monitoring qui est régulièrement fait par le HCR n'a pas encore constaté de difficultés liées à la collecte de l'eau par les ménages.

Dans tous les camps, deux pompages par jour (le matin et le soir) totalisant en moyenne 5 heures de puisage sont suffisant pour permettre aux réfugiés de s'approvisionner en eau à raison de 20L. Les points d'eau ne sont pas loin des ménages et chacun passe en moyenne 15 minutes au point d'eau.

#### Abris et infrastructures

Chaque camp dispose les infrastructures communautaires nécessaires composées entre autre par de blocs administratifs, un centre de santé par camp opérationnel 24h/24 et une salle polyvalente ainsi que les abris pour les agents de sécurité et les infrastructures scolaires. Pour ces dernières, on dénombre un total de 61 salles de classe pour la maternelle (19 pour Kinama, 19 pour Bwagiriza, 11 pour Musasa et 12 pour Kavumu). Un système d'alternance est actuellement d'usage au niveau de tous les camps de réfugiés du Burundi pour les 122 salles de classe disponibles aussi bien pour le primaire que pour le secondaire (38 pour Kinama, 30 pour Bwagiriza, 30 pour Musasa et 24 pour Kavumu).

D'autres types d'infrastructures publiques telles que le centre d'hébergement temporaire, le centre de distribution/foire, salles de réunion (salles polyvalentes) ainsi que les salles de lectures ou bibliothèques sont disponibles dans chaque camp.



Dans les 4 camps, les abris familiaux se comptent à 4.875 maisonnettes aux dimensions de 5,5x5m ou 5x7m variant en fonction de la taille familiale du ménage. Les superficies disponibles par camp ne permettent pas une allocation familiale des infrastructures sanitaires (latrines et douches) et hygiéniques (fosses à ordures). Seules quelques exceptions existent pour le camp de Bwagiriza avec 1.726 latrines et douches semi-familiales. Dans les trois autres camps, il existe 1.158 blocs latrines dont environ 40% n'est pas opérationnel surtout suite aux vols répétés de portes.

## Résultats

### Sécurité alimentaire

#### Accès à la nourriture

Selon le PDM réalisé en oct. 2013, les réfugiés dépendent presque exclusivement de l'assistance alimentaire (à 98%). Les marchés locaux sont fréquentés surtout pour la revente de l'assistance alimentaire dans les proportions de 40-46% pour Kinama et Bwagiriza et de 68% pour Musasa, principalement pour en retour, acheter des produits vivriers moins chers. Le troc avec la communauté hôte est très limité tandis que la production propre est pratiquement inexistante. Les réfugiés les plus dépendants à la ration alimentaire seraient les nouveaux arrivés du camp de Kavumu, qui ont moins d'accès aux marchés (pas encore de marché mixte ni de marché externe proche au camp) et sans sources de revenu alternatives.

### Marchés

Les marchés locaux constituent, à côté de l'assistance alimentaire, la principale source d'approvisionnement en produits alimentaires et non-alimentaires pour les réfugiés.

Les focus groupes ont indiqué que l'achat dans les marchés de produits non inclus dans le panier alimentaire, tels que légumes frais, viande et poisson est plus fréquent dans les camps de Musasa et Kinama, proches de grands marchés mixtes à fréquence journalière, et en mesure inférieure à Bwagiriza.

L'étude qualitative du JAM 2014 sur les marchés locaux utilisés par les réfugiés a fourni les informations suivantes :

**Origine des marchés :** Les marchés locaux dans les quatre localités qui accueillent les camps ont été installés spontanément et immédiatement après l'ouverture des camps. Le plus ancien marché local a été créé à Kinama en 2002, tandis que la construction du marché de Kavumu est en cours.

**Accessibilité et fréquence:** A l'exception de Kavumu, les camps sont pourvus de marchés mixtes avec au maximum 50 à 60 vendeurs (tout articles confondus) par marché, proches et fonctionnels, à fréquence journalière (Musasa et Kinama) ou bihebdomadaire (Bwagiriza). Bien que dotés d'une capacité très limitée, ces marchés permettent aux réfugiés de vendre une partie de leur assistance en vivres ou en non-vivres pour acheter les produits vivriers

locaux ou non disponibles sur ce genre de marché. A Kavumu, les réfugiés se déplacent dans les marchés locaux les plus proches (Busoro à 3 kilomètres et Rutoke, à presque 10 kilomètres du camp) pour faire face à leurs besoins.

**Etat général:** Les constructions sont généralement en bois et en bonne condition, à l'exception du marché de Musasa. Ici, le toit a été sévèrement endommagé suite à une tempête de vent en fin 2013, ce qui limite la fonctionnalité pendant la saison des pluies et dans les heures les plus chaudes.

**Disponibilité des produits alimentaires :** Dans tous les marchés on trouve une bonne variété de produits alimentaires de base (riz, haricot, farines de maïs et de manioc, patate douce, légumes frais - principalement lenga-lenga, feuilles de manioc, tomates). Les réfugiés fréquentent les marchés provinciaux ou communaux se trouvant à plus de 15 km quand les produits recherchés ne sont pas suffisants ou y n'existent pas sur les marchés mixtes. Les produits frais comme viande, avocats, pomme de terre, choux et bananes sont disponibles sur les marchés mixtes des camps mais une étude spécifique reste nécessaire pour évaluer leur capacité à couvrir les besoins des réfugiés tout au long du mois. Selon les informations recueillies chez les vendeurs, il existe une baisse de produits frais pendant la période de soudure de Sep-Oct. et Janv. Mars.

**Origines des denrées vendues:** Les vendeurs de Musasa s'approvisionnent à Masanganzira et Ngozi, ceux de Kinama à Muyinga et Ngozi, ceux de Kavumu à Ruyigi et Cankuzo et ceux de Bwagiriza à Ruyigi et Gitega. Les légumes proviennent de la production de la population hôte pour tous les camps. On y trouve également les produits de l'assistance alimentaire, vendus par les réfugiés.

**Prix des denrées alimentaires :** Les prix des denrées sont généralement homogènes pour une même denrée au sein d'un même marché. Une analyse quantitative approfondie s'avèrerait nécessaire afin d'évaluer les fluctuations mensuelles et saisonnières des principaux produits alimentaires. Les réfugiés affirment que les prix des denrées alimentaires sont plus bas pendant la période des foires et augmentent vers la période précédant les foires, lorsque les réfugiés rachètent les produits (souvent à crédit) pour faire face à la pénurie de nourriture.

### Recommandation

1. Conduire une étude de faisabilité qui prenne en considération la disponibilité et les variations des prix des produits frais dans les marchés mixtes en proximité des quatre camps. Cette étude permettra de vérifier l'opportunité d'introduire un système de coupons pour produits frais ciblé pour les catégories les plus vulnérables de réfugiés par UNHCR ou, en échange d'une diminution progressive de CSB, par le PAM.
2. Inclure dans le PDM une section sur la portion d'aliments achetés (quantité, qualité des produits, prix, fréquence d'achat) dans les marchés.

## Assistance alimentaire

### Durée de l'assistance alimentaire

L'assistance alimentaire n'arrive pas à couvrir le mois entier, principalement à cause de la vente d'une portion importante de l'aide alimentaire (pour plus de 80% des ménages).

La durée estimée de la ration se situe entre 22 et 24 jours par mois dans les camps de Kinama, Bwagiriza et Musasa<sup>8</sup>. Les groupes de discussion tenus au cours de l'enquête JAM à Kavumu montrent que la durée de la ration y varie entre 21 et 25 jours. Ces résultats étaient déjà ceux de la JAM 2010 puisque la durée de la ration avait été estimée à un maximum de 25 jours.

Dans les quatre camps, la durée de la ration est inférieure pour les ménages de petite taille (surtout taille familiale 1 et 2) et pour les femmes chef de ménage et cela pour les raisons expliquées dans la section « ménages les plus vulnérables ».

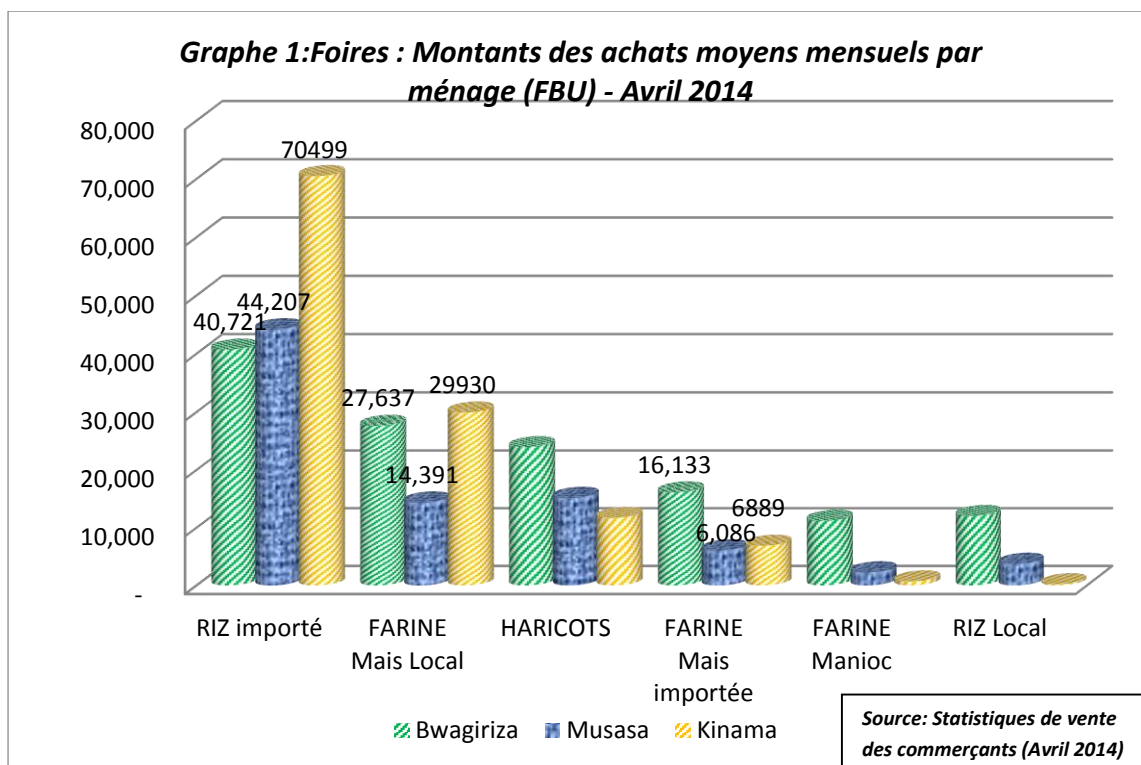
### Achat au niveau des foires

Selon les statistiques de vente tirées des commerçants lors des foires d'avril 2014, le produit le plus acheté dans les trois camps est le riz importé, avec un pique à Kinama supérieur à 70.000 FBU, soit la ration de 3,5 individus à l'intérieur du ménage, suivi par Musasa avec 44.000 FBU. Dans les trois camps, la farine de maïs locale est le produit de base destiné à la consommation des ménages le plus acheté. En effet, 77% des quantités achetées sont consommées à Kinama, contre 72% à Bwagiriza et à Musasa<sup>9</sup>. Pourtant, les réfugiés de Musasa dépensent moins de la moitié du budget destiné à l'achat de farine de maïs local par rapport aux autres camps.

---

<sup>8</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

<sup>9</sup> (2013) PAM Post Distribution Monitoring



#### Niveau d'appréciation du système des coupons alimentaires

Les discussions des focus groupes dans les quatre camps confirment que le système des bons alimentaires répond mieux aux besoins et aux attentes des réfugiés. Dans les camps de **Kinama**, **Musasa** et **Bwagiriza** plus de 95% des ménages estiment que la variété des produits alimentaires vendus dans les foires est bonne ou très bonne<sup>10</sup> tandis que plus de 90% estiment que la quantité de vivres vendus par les commerçants au moment des foires est suffisante<sup>11</sup>.

Les produits proposés correspondent aux habitudes et préférences alimentaires de base des réfugiés. La vente sur les marchés locaux s'expliquerait donc par le besoin d'accéder aux produits alimentaires non inclus dans la liste du PAM et à tout autre produit non-alimentaire, sachant que la ration alimentaire est, pour la vaste majorité des réfugiés, la seule source de revenu disponible.

La majorité des réfugiés interviewés dans les 4 camps apprécient l'introduction éventuelle du cash pour l'achat de produits frais mais insistent sur le maintien de la modalité actuelle de distribution qui utilise les coupons ou distribution en nature. Ils pensent que l'utilisation de la modalité « cash » causerait une augmentation de l'insécurité avec possibilités de hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux.

<sup>10</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

<sup>11</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

### Contraintes liées au système de coupons

Malgré le grand niveau d'appréciation, les focus groupes ont permis d'identifier une série des contraintes liées à l'utilisation des coupons, dont les principales sont décrites en détail ci-dessous.

**Flexibilité d'achat :** Certains réfugiés demandent la flexibilité totale sur l'achat des produits inclus dans le *shopping list*, notamment dans les camps où les réfugiés vendent une grande proportion d'assistance alimentaire (Musasa et Kinama)<sup>12</sup>. En plus, les réfugiés ont parfois été obligés par le comité de distribution d'acheter une quantité fixe de chaque produit inclus dans la composante « céréale » afin d'éviter des ruptures de stock causées par un stockage inadéquat des commerçants. S'il semble possible d'éviter les ruptures de stock et de permettre ainsi aux réfugiés d'acheter les types de céréales souhaités, il semble en revanche difficile d'accéder à la première requête des réfugiés, car la flexibilité du *shopping list* semble avoir été calculée au mieux pour permettre un panier alimentaire complet.

Ainsi, les *shoppings lists* sont censées assurer l'accès individuel à un minimum de 2100 Kcal/jour (2324 Kcal/jour si on inclut le CSB). Cependant, il est difficile de vérifier l'accès à la valeur énergétique minimale de 2100 Kcal/pers/jour dans des conditions de prix variables au niveau des foires. Les différentes variétés de produits et niveau de qualité d'un même produit ont été introduits pour augmenter le pouvoir de choix des réfugiés. Pourtant, ce système est exposé au risque de spéculations, souvent non profitables, de la part des réfugiés qui achètent en fonction de la revente immédiate, au détriment de leur propre consommation et, donc, de leur sécurité alimentaire. C'est le cas de l'achat du riz et de la farine de maïs importés, dont une grande partie est revendue à des prix non-concurrentiels dans les marchés locaux immédiatement après les foires.

**Ruptures de stock :** lorsque ces ruptures se manifestent normalement le dernier jour de la foire, les ménages de petite taille (surtout TF1 et TF2, les derniers à être servis) sont pénalisés par un manque de choix parmi les céréales, d'autant plus en cas d'absence de farine de manioc (car moins cher et donc accessible en plus grande quantité). Les ménages TF1 et TF2 (2083 unités) représentent 31,5% du total des ménages de réfugiés dans les quatre camps<sup>13</sup>.

**Prix élevé dans les foires par rapport aux prix de marchés locaux :** Plusieurs réfugiés à Kinama et Musasa déclarent que les prix des mêmes denrées sont supérieurs dans les foires par rapport à ceux appliqués dans les marchés locaux. Cela les pénaliserait lors de la vente ou du remboursement en nature des dettes contractées avec les commerçants. Les prix des denrées dans les foires sont fixés sur base d'un appel d'offres avec des commerçants externes pour assurer la disponibilité des produits dans les trois mois suivants. Ces prix sont donc revus tous les trois mois et sont inclusifs des tout coûts fixes et courants de l'activité commerciale

---

<sup>12</sup> Ce problème de flexibilité dans le *shopping* a été identifié à la fois par le groupe responsable de la sécurité alimentaire et par le groupe responsable des questions de protection.

<sup>13</sup> UNHCR, proGres Data base, Avril 2014.

(transport, impôts, personnel, logistique, etc.). Il est donc possible que les prix de certaines denrées soient supérieurs (ou inférieurs) aux prix des mêmes produits dans les marchés locaux qui sont régulièrement mis à jour.

**Niveau d'information :** En général, la communication sur l'organisation des foires entre partenaires et réfugiés est bonne. Pourtant, certains réfugiés se plaignent sur des retards enregistrés dans l'organisation et le démarrage des foires. Il semble en fait que les réfugiés n'aient pas une compréhension suffisante du calendrier de distribution/foires. Partant de la date de distribution du mois précédent, ils estiment la prochaine date théorique du démarrage de la prochaine foire sans que celle-ci soit réelle ou conjointement confirmée. Ce mauvais calcul, combiné à une gestion irrationnelle des rations, augmente les risques d'adoption de mécanismes de survie radicaux qui incluent l'endettement et l'usure de la part des réfugiés.

**Distribution :** La durée normale de distribution est 4 ou 5 jours. C'est la durée la plus efficace pour que tous les bénéficiaires soient servis sans attente excessive.

**Quantités et qualités vendues :** La vérification faite pendant les foires, en utilisant la balance de référence, a révélé que les balances de certains commerçants ne fonctionnent pas correctement. Cela provoque des mécontentements et des tensions. Une balance de contrôle est présente lors des foires mais elle n'est pas assez précise (500g près). Plusieurs qualités (grades) d'une même denrée sont disponibles lors des foires, à des prix variables (la meilleure qualité étant vendue au prix le plus élevée). Mais la qualité des aliments vendus par les commerçants ne correspond pas toujours à celle affichée et cela peut créer des tensions.

#### [Kavumu: problèmes spécifiques liés à la ration alimentaire](#)

Les réfugiés sont insatisfaits de la qualité des produits distribués (temps de cuisson des haricots très élevé, mauvaise qualité de la farine de maïs). Les réfugiés attendent avec impatience l'introduction du système de coupons prévue au mois de mai 2014. Le manque de diversité alimentaire est indiqué comme la principale contrainte de l'actuel système de distribution. Ce problème est exacerbé par la distance des marchés locaux du camp et par la pauvreté de la communauté hôte autour du camp.

#### [Recommandations:](#)

- Assurer la disponibilité de chaque produit alimentaire fourni par les commerçants lors des foires jusqu'au dernier jour et prendre des mesures contre les contrevenants qui ne respectent pas les standards de quantité et qualité des aliments vendus.
- Sensibiliser et former les représentants de CARITAS sur le système mensuel de monitoring systématique de la distribution et de l'utilisation de l'assistance alimentaire (Food Basket Monitoring). Cela permettra d'identifier chaque mois la quantité et la qualité des produits achetés lors des foires et de produire un rapport mensuel qui permette d'identifier l'impact des prix variables des denrées sur l'accès à la ration minimale (2100 Kcal).

- Vérifier l'opportunité de donner priorité alternée aux ménages ayant TF1 à TF4 par rapport aux familles de grande taille.
- Améliorer la communication sur les dates de distribution ou des foires.
- Assurer l'introduction du système des coupons alimentaires dans les camps de Kavumu à partir de mai 2014.
- Fournir des balances graduées sur l'hectogramme ou électroniques dans chaque foire/distribution.

### Utilisation

La majorité des aliments de base reçus est consommée. En particulier, la farine de manioc est consommée pour environ 80% des quantités achetées, contre 75% et 70% de farine de maïs locale et d'haricots<sup>14</sup>. Les données du PDM à cet égard sont assez uniformes pour les trois camps de Musasa, Kinama et Bwagiriza.

Le partage de nourriture à l'intérieur du ménage est généralement fait de façon équitable entre les membres et sans aucun biais lié au genre. En période de faible disponibilité, les adultes réduisent leur portion à l'avantage des enfants.

Une portion considérable des aliments d'importation, du sel et d'huile est vendue ou échangée pour faire face aux dépenses ordinaires et pour rembourser les dettes contractées par le ménage. La vente de l'assistance alimentaire est la principale source de revenu pour 41% des ménages à **Bwagiriza**, 46% à **Kinama** et presque 70% des familles à **Musasa**<sup>15</sup> et est conduite surtout par les familles de grande taille au cours des premiers jours suivant les foires. Plus de 50% du riz importé dans les trois camps, avec un pic à 59% à Musasa est vendu ou utilisé pour rembourser les dettes contractées.

Egalement, presque un tiers de la farine de maïs importée dans les trois camps, et environ 50% de l'huile végétale ou de palme sont revendus<sup>16</sup>.

Les réfugiés interviewés dans le cadre de la mission ont confirmé que la vente massive de produits alimentaires à Musasa est favorisée par la localisation de ce camp à proximité de grand marché de Masangazira, qui attire les commerçants locaux, ainsi que les grands commerçants de Ngozi, Kirundo et du Rwanda (Butare, Kigali). Les prix qui y sont offerts sont plus favorables et incitent les réfugiés à la revente de leur assistance.

A Kavumu, la vente de la ration est plus limitée en raison de la pauvreté de la communauté locale et de la distance actuelle entre le camp et les marchés les plus proches.

Les résultats des focus groups et les enquêtes sur les marchés locaux dans le cadre du JAM, ainsi que les résultats du PDM 2013, confirment que la vente de l'assistance alimentaire est principalement utilisée pour :

---

<sup>14</sup> (2013) WFP, PDM

<sup>15</sup> (2013) PAM, Post Monitoring Distribution

<sup>16</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

- i) Achat de vivres non fournis lors des foires (viande, poisson, légumes frais, sucre);
- ii) Remboursement dettes;
- iii) Achat de non-vivres (vêtements, chaussures, transport, combustibles, etc.).

La mission JAM a confirmé que la vente de l'assistance alimentaire, bien qu'encore considérable, a fortement diminué au cours des douze derniers mois, suite à :

- L'introduction des bons alimentaires en février 2013, couvrant certains aliments non inclus dans la ration alimentaire précédemment distribuée par le PAM.
- i) L'opération de vérification des listes de réfugiés conduite par l'UNHCR (mars-juillet 2013), qui a permis de désactiver un grand nombre de personnes fictives et/ou irrégulières.

#### Recommandations :

1. Sensibiliser à une gestion plus rationnelle de l'assistance alimentaire tout au long du mois, afin de réduire les ventes de nourriture pour l'achat excessif de produits coûteux (viande, poisson, légumes frais en période de soudure) et d'éviter ainsi des ruptures de stock ménagers dans les 10 derniers jours du mois ;
2. Sensibiliser aux risques liés à la vente excessive à fins spéculatives de l'assistance alimentaire, avec une attention particulière pour les réfugiés de Musasa ;
3. Vérifier l'opportunité (UNHCR) de fournir une assistance en cash pour les aliments de complément (ex. légumes frais) en tant que substitutif d'une portion de ration alimentaire (PAM). Cette décision doit se baser sur une étude de faisabilité spécifique et être incluse dans le Joint Action Plan consécutif à la JAM;

#### Consommation alimentaire

Selon le PDM réalisé dans les camps, la proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire (SCA) adéquat est plus importante dans les camps que dans la population hôte (celle vivant dans les plateaux secs de l'est)<sup>17</sup>. En particulier, dans le camp de Bwagiriza, la proportion des ménages ayant une consommation acceptable parmi la communauté hôte est de 44% plus bas que parmi les ménages des réfugiés<sup>18</sup>. Voir le graphe ci-dessous.

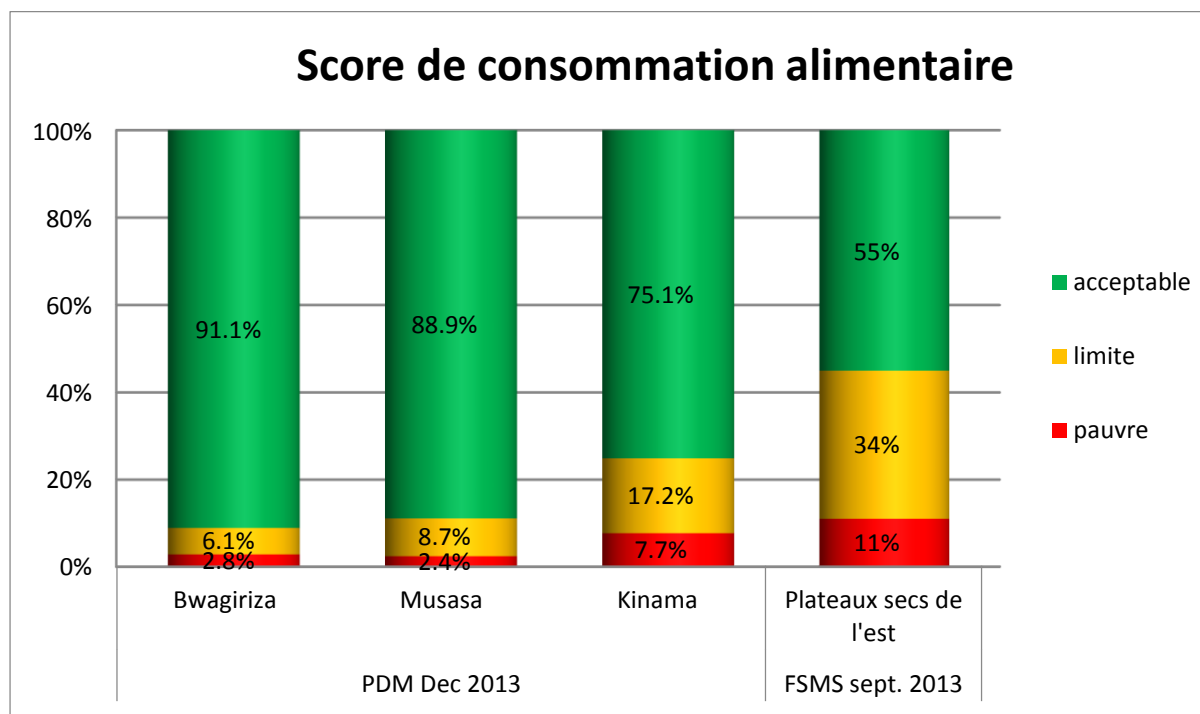
---

<sup>17</sup> FSMS de septembre-octobre 2013, PAM

<sup>18</sup> La consommation alimentaire dans les communautés hôtes se réfère aux valeurs des communes qui hostent les camps des réfugiés (Kiremba, Gasogwe et Butezi)- Analyse CFSVA 2014.



**Graphe 2 : score de consommation alimentaire dans les camps et dans la population d'accueil**



Les données disponibles montrent une détérioration de l'accès à la nourriture au cours des deux dernières années dans le camp de Kinama, avec une augmentation de 2,8% des ménages ayant une consommation pauvre, comparé à juin 2012, lorsqu'aucun ménage n'avait de consommation pauvre. Egalement, la proportion de ménages ayant une consommation acceptable à Kinama a diminué de 18% par rapport à juin 2012. A Musasa, la population ayant consommation pauvre a augmenté de 2,4%, lorsqu'elle était nulle en juin 2012, tandis que la proportion de ménages ayant une consommation acceptable et limite est sur les mêmes niveaux qu'en juin 2012. La consommation alimentaires du camp de Bwagiriza reste stable sur des valeurs de consommation favorables et n'a pas enregistré des fluctuations remarquables dans les derniers deux ans.

La détérioration de la consommation alimentaire à Kinama et Musasa pourrait s'expliquer par l'augmentation de la vente de l'assistance alimentaire par les ménages en vue de répondre à leurs besoins, qui est plus haute dans ces camps. Cette hypothèse est renforcée par le fait que les réfugiés de Kinama, et en partie inférieure de Musasa, achètent une grande partie de céréales qu'ils ne consomment pas fréquemment tels que le riz importé et la farine de maïs importée, souvent revendus auprès des marchés locaux le jour même de la foire.

De plus, le PDM de septembre 2013 confirme qu'à Musasa seulement 25% des adultes et 55% d'enfants consomment 3 repas par jour, contre plus de 55% des adultes et 80% des enfants de Bwagiriza et Kinama.

La tendance négative dans le camp de Musasa découlerait d'une gestion non rationnelle de l'assistance alimentaire au cours du mois, qui est fortement associée à la proximité avec les

marchés mixtes et locaux qui inciterait d'avantage qu'ailleurs les réfugiés à revendre une partie de leur ration à bas prix, et à acheter en échange des articles alimentaires (en vue de diversifier leur régime) ou non alimentaires couteux.

Les focus groupes ont confirmé qu'une partie importante des réfugiés (particulièrement ceux de Musasa) consomment des aliments couteux au cours des jours suivant la distribution, au détriment de la consommation des jours suivants. Ainsi, les 2 dernières semaines du mois sont particulièrement difficiles et pauvres d'un point de vue de la sécurité alimentaire. Les données du PDM de septembre 2013, collectées environ 3 semaines après les foires de septembre 2013 vont dans le sens de cette thèse.

#### Recommandations :

1. Sensibiliser les ménages sur une gestion rationnelle de l'assistance alimentaire au cours du mois, soulignant les risques d'une vente initiale excessive pour l'achat de produits alimentaires couteux au détriment d'une consommation continue jusqu'à la foire suivante.
2. Sensibiliser les ménages de Musasa et Kinama sur les fluctuations mensuelles des prix des denrées dans les marchés locaux et souligner les risques de vente excessive dans les marchés locaux de l'assistance alimentaire à des prix bas pendant la période de foire.
3. Etendre le Post-Distribution Monitoring à Kavumu, rapprocher la périodicité tout en y incluant d'autres indicateurs comme le CSI (ou ISS)<sup>19</sup> et DDS<sup>20</sup> pour une compréhension plus objective de la mauvaise évolution des scores de consommation alimentaire à Musasa et Kinama.

#### Dépenses

L'achat d'aliments dans les marchés locaux constitue la plus grande proportion des dépenses mensuelles au sein des ménages dans les camps de Kinama, Bwagiriza et Musasa, avec des pics de plus de 90% à Bwagiriza. Les achats sont effectués dans le but de se procurer des denrées non fournies lors des foires (viande, poisson, légumes, sucre), de se procurer les produits vivriers moins chers disponibles au niveau des marchés locaux et de combler le déficit alimentaire des derniers jours du mois.

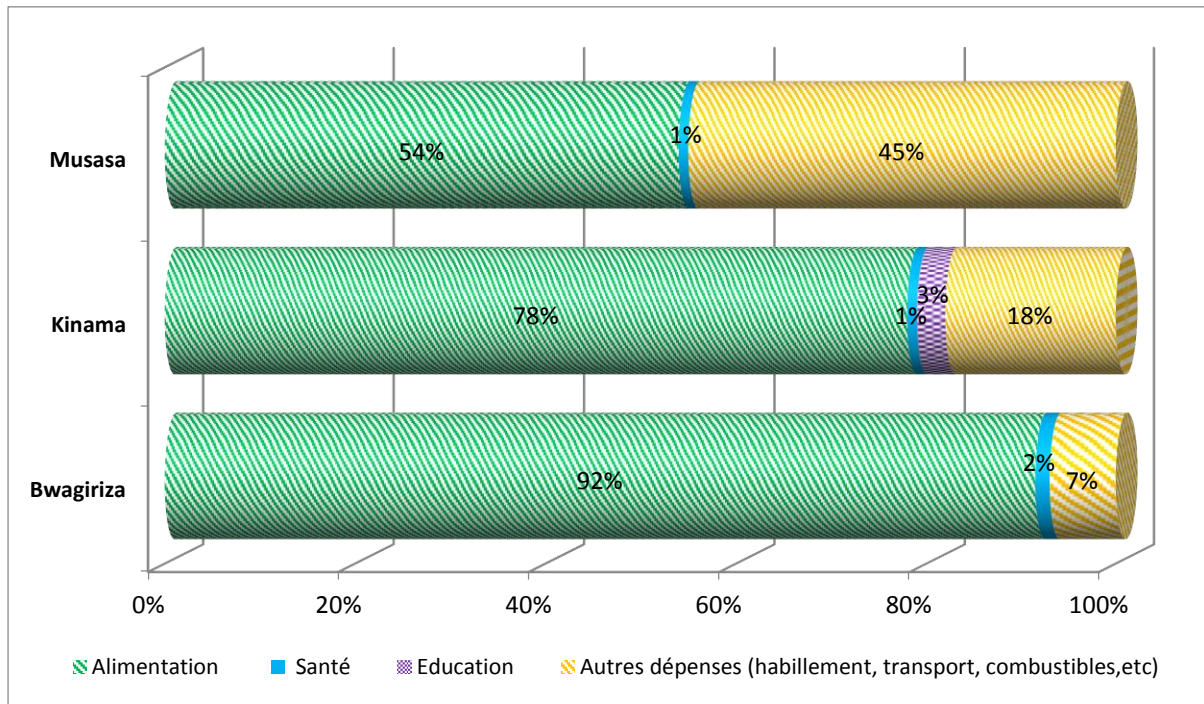
Le taux de dépenses alimentaires est plus bas à Musasa (environ 55%) à cause d'une plus haute portion de dépenses non-alimentaires et du remboursement mensuel des dettes.

---

<sup>19</sup> Coping Strategy Index ou Indice de Stratégie de Survie

<sup>20</sup> Diet Diversity Score

**Graphe 3 : Principales dépenses, Aout 2013<sup>21</sup>.**



Par ordre d'importance, les principales dépenses non alimentaires couvrent les besoins suivant :

1. Habits, chaussures
2. Ustensiles pour cuisine
3. Médicaments
4. Paiement des dettes
5. Kits hygiéniques (autre que flanelle) pour femmes

La consommation d'alcool par les hommes, bien que présente dans tous les camps, est assez limitée et n'a pas d'impact important sur le budget familial, sauf dans les familles où il y a des alcooliques.

Ainsi, en raison des habitudes alimentaires des réfugiés et de leurs besoins non-alimentaires, l'assistance alimentaire seule ne suffit donc pas à garantir leur sécurité alimentaire.

Dans le camp de Kavumu, le niveau de dépenses alimentaires est plus faible, en raison de la distance supérieure des marchés fonctionnels les plus proches et du faible niveau d'intégration aux marchés locaux.

<sup>21</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

## Stratégies d'adaptation et cycle d'endettement

### *Stratégies d'adaptation alimentaires*

Pour faire face à la pénurie de nourriture au cours des dix derniers jours du mois, les réfugiés adoptent une série de mécanismes d'adaptation alimentaires, allant des plus simples au plus extrêmes jusqu'à compromettre leurs moyens d'existence. Généralement, la sévérité des stratégies alimentaires adoptées est proportionnelle au niveau d'endettement des ménages pendant le mois précédant et fonction de la portion de ration vendue après la dernière foire.

Les discussions de focus groupes ont permis d'identifier les stratégies d'adaptation alimentaire adoptées par les ménages, énumérées ci-dessous par ordre décroissant de fréquence :

- Réduction du nombre de repas : généralement à partir du début de la troisième semaine, réduction de 3 à 2 repas pour les adultes, et dans certains cas (Musasa et Bwagiriza) de 2 à 1 avec les enfants qui mangent seulement 2 fois par jour
- Réduction de la portion consommée par les adultes à l'avantage des enfants
- Consommation de la nourriture moins préférée et moins nutritive (ex. patate douce et colocase)
- Entraide familial ou solidarité de la communauté hôte.

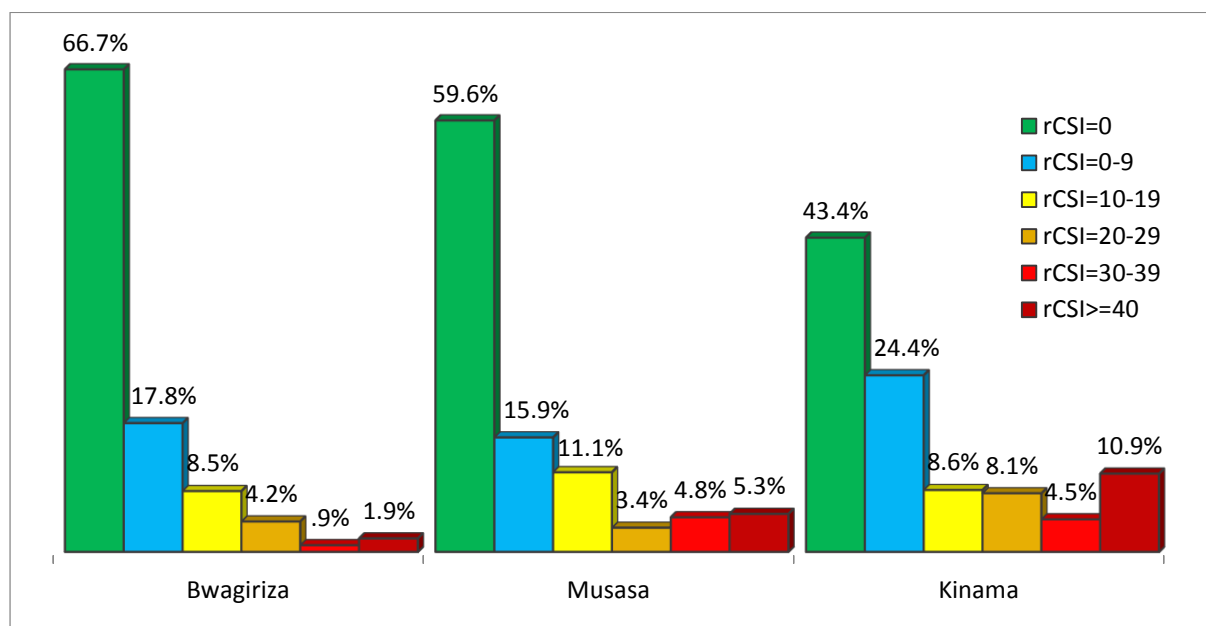
L'Indice de stratégie de survie (ISS)<sup>22</sup> décrit sur une échelle de 0 à 56 la fréquence et sévérité croissante des mécanismes de survie alimentaire mis en place par les réfugiés. Le Tableau 6 ci-dessous montre que dans les camps de Kinama 57% des réfugiés ont recouru aux stratégies d'adaptation alimentaires mentionnées ci-haut, contre 40% des réfugiés de Musasa et un tiers exacte des réfugiés de Bwagiriza.

Kinama est le camp avec la plus haute proportion de ménages adoptant régulièrement les stratégies d'adaptation alimentaires. Ici, près de 11% recourent à des stratégies d'adaptation sévères contre près de 5% à Musasa et 2% à Bwagiriza.

---

<sup>22</sup> La fréquence et sévérité des stratégies d'adaptation alimentaires adoptées par un ménage ou une population ont été standardisées sur une liste de 5 mécanismes de survie et peuvent être présentées à travers un indicateur quantitatif, l'Indice de Stratégie de Survie. Le score est directement proportionnel à la fréquence et sévérité des mécanismes adoptés et est compris entre 0 (aucune stratégie adoptée) et 56 (tous les 5 mécanismes adoptés pendant les 7 jours précédant l'enquête).

**Graphe 4: Proportion des ménages par classes d'Indice de Stratégie de survie (ISS) à Kinama, Musasa et Bwagiriza<sup>23</sup>**



L'ISS à Kinama et à Musasa corroborent les résultats d'une détérioration de la consommation alimentaire dans ces deux camps.

Dans tous les camps les ménages de petite taille (TF 1 à 4) font plus souvent recours à des stratégies de survie, en raison de la quantité plus faible de vivres achetés lors des foires. Enfin, à Kavumu les ménages ayant un chef de ménage femme, surtout si veuve, ont plus de probabilité de faire recours à des stratégies d'adaptation alimentaires.

#### *Stratégies d'adaptation non-alimentaires et cycle d'endettement*

Lors les stratégies d'adaptation alimentaire ci-haut ne sont pas en mesure de garantir un accès à la nourriture jusqu'au jour de foire/distribution, les ménages adoptent les suivantes stratégies ayant un impact sur leurs moyens d'existence :

- Emprunt et endettement chez les boutiquiers imposant un taux d'intérêt en nature jusqu'à 25% d'intérêt et normalement à repayer dans un délai de 2 jours maximum après distribution (fréquent dans tous les camps, et particulièrement à Musasa).

<sup>23</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

- Endettement auprès d'autres réfugiés (jusqu'à 50% d'intérêt mensuel) avec hypothèque de la carte de ration.
- Vente d'habits

Plus rarement, les réfugiés peuvent recourir aux stratégies d'adaptation suivantes:

- Vente de main d'œuvre agricole contre vivres/argent auprès de la communauté locale, surtout à Bwagiriza
- Prostitution (non systématique mais fréquente, surtout parmi les jeunes femmes et femmes chef de ménage)
- Vol, Mendicité
- Vente de biens et, rarement, d'animaux (moins de 5% des réfugiés<sup>24</sup>)

Le cycle d'endettement auprès des commerçants en premier lieu, et, si non suffisant auprès des autres réfugiés imposant un crédit d'usure allant jusqu'à 50%, est particulièrement fréquent dans les camps de Bwagiriza, Kinama et, encore plus, dans celui de Musasa. Au fur et à mesure que la durée de la ration se réduit un mois après l'autre, les ménages rentrent dans le cercle vicieux de l'endettement qui s'accroît rapidement en raison des taux d'usure imposés.

### Recommandations

1. Vérifier l'opportunité de lancer un fond de garantie auprès des bureaux de la COPEC proches de chaque camp pour l'octroi de petits crédits à taux 0,8% mensuel ciblant la réduction du taux d'endettement sur la base du modèle utilisé pour les retournés burundais en 2007.
2. Sensibiliser les réfugiés autour des risques liés aux spéculations et à l'endettement, dans les quatre camps et en particulier à Musasa et Kinama.

### Sources de revenus

Les JAM 2010 et 2008 insistent sur la nécessité de promouvoir les activités génératrices de revenus dans les camps et développer celles qui existent déjà (avec priorité aux personnes plus démunies et aux femmes chefs de ménage). Malheureusement, suite à une contraction des ressources financières, le nombre d'Activités génératrices de revenu dans les camps a diminué drastiquement au cours des trois dernières années. La vente de l'assistance alimentaire reste par conséquent la principale source de revenu dans les quatre camps avec pour conséquence que les vivres ne répondent plus au seul souci de nourrir les réfugiés. Le souhait partagé par tous les acteurs est que les AGRs augmentent mais cela sera fonction des

---

<sup>24</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

financements et des nouvelles approches en cours de développement qui permettent aux AGRs d'être plus efficaces.

### *Sources de revenu*

Autour de 80% de la population de Bwagiriza est sans emploi, ainsi que 74% et 62% respectivement à Musasa et Kinama<sup>25</sup>. Bien qu'aucune donnée secondaire ne soit disponible pour Kavumu, les informations reçues lors des focus groupes, associées à la pauvreté de la communauté locale, à l'absence de politiques de développement d'activités génératrices de revenus (AGRs) et à la récente ouverture du camp, suggèrent que la proportion des sans-emplois pourrait être supérieure à celles des autres camps.

Les réfugiés dépendent principalement des quatre sources de revenu mentionnées ci-dessous:

- Vente de l'assistance alimentaire : La vente de l'assistance alimentaire est la principale source de revenu pour 41% des ménages à Bwagiriza, 46% à Kinama et plus de 68% des familles à Musasa<sup>26</sup> et est plus élevée parmi les ménages de plus grande taille familiale. Cette source permet aux réfugiés de diversifier le panier alimentaire et de couvrir les besoins non alimentaires de base et est généralement pratiquée par les femmes.

Le graphe 5 ci-dessous montre les revenus engrangés par la revente des aliments de l'assistance alimentaire ; ainsi, la vente du riz importé représente la majeure source de revenu.

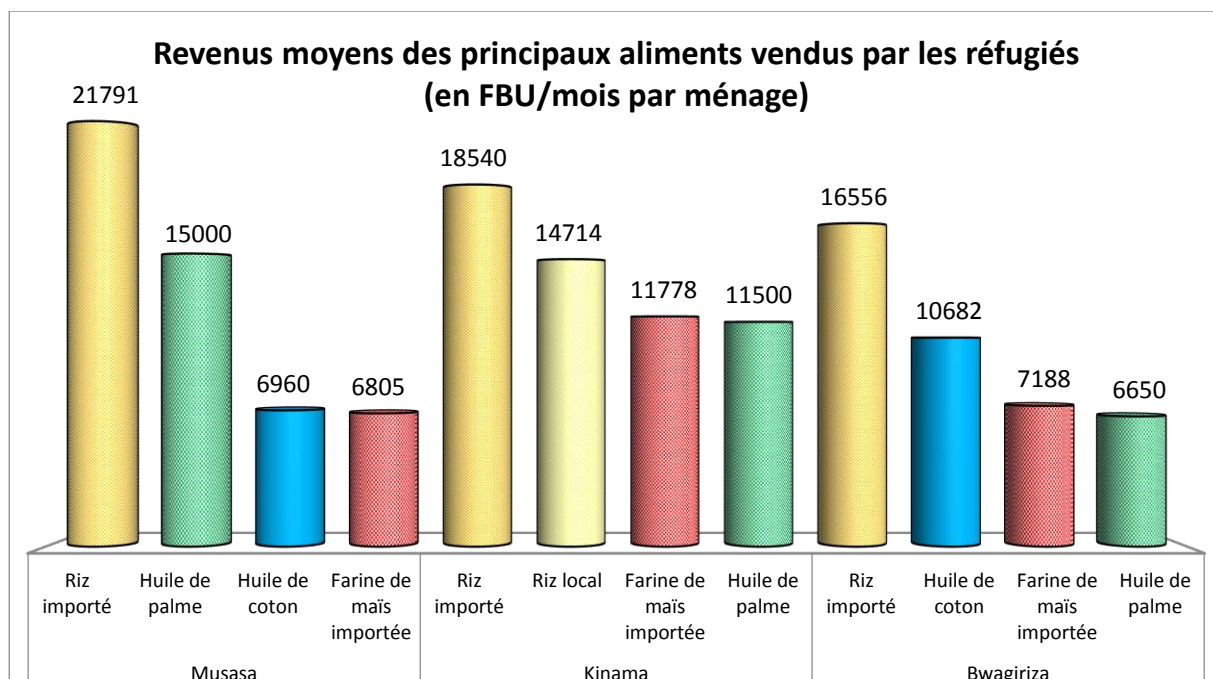
### **Graphe 5 : Revenus moyens des principaux aliments vendus par les réfugiés (en FBU/mois par ménage)<sup>27</sup>**

---

<sup>25</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

<sup>26</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring. Cet aspect confirme qu'il y a une proportion directe entre la proximité de grands marchés (mixtes et externes) et la vente de l'assistance alimentaire.

<sup>27</sup> (2013), PAM, Post Distribution Monitoring



- Le Petit commerce, généralement pratiqué par des femmes et normalement axé sur l'achat-vente de produits divers et alimentaires. Le petit commerce est la principale source de revenu pour 8% des ménages de Musasa et de Kinama, et seulement 0.5% des ménages de Bwagiriza<sup>28</sup>. Cette source reste très marginale dans les camps de Kavumu.
- Le travail journalier et AGRs à l'intérieur du camp, pratiqué par hommes et femmes adultes travaillant dans les salons de beauté et de coiffure, petites boulangeries, menuiseries et chantiers de maçonnerie La réduction drastique du nombre d'AGRs spontanées ou créés par les partenaires dans tous les camps due principalement à des contraintes financières de la part du UNHCR a pénalisé la grande partie de la main d'œuvre qualifiée (menuisiers, maçons, mécaniciens) vivant dans le camp. Le salaire journalier moyen est compris entre 500 et 1000FBU.
- Travail mensuel (primes) pour enseignants, hygiénistes, animateurs contractés par les partenaires (COPEP, AHA et IRC) avec une rétribution journalière de 1200 à 2500 FBU.

Bwagiriza est le camp qui enregistre la plus haute proportion de ménages n'ayant accès à aucune source de revenu (57%) et donc entièrement dépendant de la consommation de l'assistance alimentaire, contre 13% à Kinama et 9% à Musasa. Cela est principalement dû au dynamisme limité de l'économie locale qui restreint les petits commerces et la vente de l'assistance. Bien que les ménages de Bwagiriza gagnent un revenu moyen plus bas (12000 FBU mensuels) par rapport à Kinama et Musasa (25000FBU et 17000 respectivement<sup>29</sup>), ils sont moins exposés aux risques d'endettement, à une consommation alimentaire inadéquate, et font moins recours aux mécanismes d'adaptation.

Les focus groupes conduits à Kavumu confirment l'absence de sources de revenu pour la quasi-totalité de la population.

<sup>28</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

<sup>29</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring



Au cours des discussions de focus groups, un nombre de femmes a mentionné que les hommes ont plus d'opportunités d'entreprendre des AGR grâce à un niveau d'éducation généralement supérieur. Cela, malgré le fait que la plupart des initiatives d'accès au micro-crédit et aux AGRs développés par les partenaires cible les femmes.

### *Contraintes principales*

Les principales contraintes limitant l'accès aux sources de revenu sont présentées en détail ci-dessous, suivant l'ordre d'importance fourni par les réfugiés lors des focus groupes :

1. **Accès limité à la terre, au pâturage et aux ressources naturelles** limitant les activités agricoles et l'élevage ; les restrictions<sup>30</sup> récemment appliquées sur l'élevage à l'intérieur du camp limitent ultérieurement ces activités. A cet égard le JAM 2010 avait recommandé la possibilité de destiner des terres cultivables disponibles autour des quatre camps pour des projets agricoles conjoints avec la population locale. Au cours du JAM 2014 aucune activité dans ce sens n'a été observée.
2. **Accès limité au crédit** : à l'exception d'un nombre limité d'associations qui s'autofinancent, les crédits offerts par les partenaires et les instituts de microfinance ont diminué drastiquement au cours des trois dernières années à cause de contraintes financières, faible taux de remboursement parmi les réfugiés et manque de garantie pour accéder aux prêts.
3. **Manque d'AGR** : le camp de Kinama est le seul à avoir bénéficié de quelques AGRs, financées par COPEC. C'est entre autre des activités agricoles et commerciales, les boulangeries, restauration, cinéma, couture et menuiserie. Les initiatives autonomes sont également limitées par le faible accès au crédit.
4. **Faible intégration dans le marché du travail local** du à une offre de travail faible des communautés hôtes et à l'absence d'opportunités dans les grandes villes (Muyinga, Ruyigi, Ngozi et Bujumbura). Seulement un nombre limité de jeunes femmes qui acceptent de faire travaux domestiques et d'hommes adultes qui deviennent mécaniciens, menuisier se déplacent dans les villes.
5. **Pauvreté des communautés hôtes** : l'économie locale est non diversifiée et la plupart des ménages dépend de l'agriculture de subsistance, dans un contexte de haute pression sur les ressources naturelles et en d'accès limité la terre. Les camps se trouvent dans des zones reculées avec un niveau d'infrastructures faible, empêchant la diversification et la redynamisation de l'économie rurale et limitant ainsi l'intégration des réfugiés dans le tissu socio-économique local.
6. **Manque de titres de voyage** : le petit commerce est la seule AGR considérée économiquement profitable par les réfugiés. Dans ce contexte, les femmes réfugiées demandent d'avoir accès à des titres de voyage pour se rendre en Tanzanie afin d'acheter des articles divers à prix concurrentiels, et revenir pour revendre aux communautés hôtes et réfugiés.

---

<sup>30</sup> ROI – UNHCR

UNHCR va mettre à la disposition des réfugiés, après évaluation au cas par cas 1000 titres de voyage (TVC Biométriques) avant la fin de 2014 (selon les SOPs en vigueur).

## Recommandations

1. Plaider auprès des autres intervenants comme agences des UN, ONG travaillant avec réfugiés (COPEL, IRC) et avec communautés hôtes (WV, CRS, WR, FLM) intègrent les besoins en AGR aussi bien pour les réfugiés que pour la communauté hôte. Ce plaidoyer est à réaliser sous l'égide du Gouvernement et des agences UN concernées et spécialisées comme la FAO, IFAD, PAM, UNHCR et sera étendu aux bailleurs de fonds qui pourront financer les besoins en AGRs. Ce plan devra être inclus dans le Joint Plan of Action consécutif à la JAM.
2. Vérifier l'existence de terres cultivables disponibles et relancer l'idée de conduire des projets agricoles conjoints avec la population locale. Vérifier l'opportunité de réintroduire la production de savon pour utilisation par l'HCR.
3. Encourager la création de **comités mixtes** (réfugiés-communauté hôte) chargés de l'identification de travaux d'intérêt communautaire et vérifier la possibilité de lier ces travaux aux AGR identifiées dans le Plan d'Action Conjoint au point 1 ci-haut. Vu l'impossibilité du PAM d'appuyer les réfugiés à travers de l'assistance supplémentaire à l'assistance alimentaire déjà octroyée, cette intervention pourra être conduite seulement par les autres acteurs en fonction de leur mandat et capacités techniques spécifiques.
4. Accélérer le processus de distribution des titres de voyage pour certains réfugiés pour leurs permettre de faire le commerce transfrontalier, notamment avec la Tanzanie.

## Formations professionnelles

Les formations proposées dans les camps couvrent presque la totalité des secteurs professionnels et correspondent, dans la plupart des cas, aux attentes et aux besoins des réfugiés.

Les réfugiés demandent cependant l'introduction de formations d'électriciens et de conduite automobile, estimant que ces capacités leur permettraient un accès facilité au marché de travail. Enfin, les réfugiés demandent la réintroduction des cours d'alphabétisation de base pour adultes qui se sont interrompus en décembre 2013.

Malheureusement, les formations se concrétisent rarement en AGRs, et peu de réfugiés en ayant bénéficié ont transformé les compétences reçues en sources de revenu.

## Recommandations

1. Assurer un suivi post-formation professionnelle ponctuel, distribuer kits initiaux et organiser AGR en ligne avec les compétences développées par les réfugiés.

2. Identifier dans chaque camp les réfugiés ayant des compétences techniques d'intérêt dans chaque domaine professionnel et les impliquer d'avantage dans la réalisation des formations.

### Accès au crédit et opportunités d'autosuffisance alimentaire et financière

#### *Accès au crédit*

L'accès au crédit est très limité pour les quatre camps. Cela est dû au nombre presque nul de comptes d'épargne ouverts par les réfugiés auprès des instituts de microfinance ou de crédit locaux (banques, COPEC, UCODE) et à l'indisponibilité de garanties (immeubles ou liquidité) requises lors de la soumission d'une demande de crédit.

Le système de '**VLSA**' mis en place par UNHCR et IRC se fonde sur la responsabilisation mutuelle de chaque membre et est donc exposé à un risque de non remboursement, très fréquent parmi les réfugiés.

Les '**Tontines**' représentent un système de micro-crédit autonome basé sur un fonds de rotation mensuel qui confère l'ensemble de la cotisation à un membre différent. Elles sont utilisées principalement par les femmes réfugiées dans tous les camps. Malheureusement, le taux de remboursement limité en a empêché le développement.

Jusqu'à présent, les seules bénéficiaires des VSLA et tontines sont les femmes adultes à risque et les Personnes à Besoins Spécifiques. Une partie des investissements se concentrent sur l'ouverture des boutiques ou petits commerces, surtout à Bwagiriza, Musasa et Kinama. Mais bien souvent, à défaut de créer des opportunités de revenu, le crédit est utilisé pour l'achat de nourriture ou non-vivres dans les marchés et pour le paiement des dettes.

#### *Opportunité d'accès au crédit*

L'organisation **Maison Shalom** travaille dans les provinces de Ruyigi, Cancuzo et Muyinga, offrant un encadrement et des services de microfinance à bas taux d'intérêt (2% mensuel) pour des groupes solidaires d'agriculteurs (associations) et petits commerçants. Lors des entretiens avec des informateurs clés à Ruyigi, les représentants de la maison Shalom ont confirmé être favorables à travailler avec des groupes mixtes réfugiés-burundais, à en assurer la formation et à conduire le suivi des projets.

Egalement, les antennes régionales de la **COPEC** pour Muyinga, Karuzi, Ruyigi, Cancuzo sont disposés à offrir des prêts à un taux d'intérêt annuel de 9% pour lancer des AGRs pour les réfugiés. A défaut de biens à hypothéquer ou d'épargne, la signature d'une convention entre UNHCR et COPEC qui marque la création d'un fond de garantie couvrant le risque de non-remboursement de la part des réfugiés s'avère nécessaire. Cette modalité a été utilisé avec succès par UNHCR et COPEC en 2007-2008 dans le cadre du soutien aux retournées burundais de la Tanzanie et entre FHI et FENACOBU pour les réfugiés urbains en 2012. COPEC est prêt à contribuer à la sensibilisation des comités de réfugiés, à former les gens et à assurer le suivi des projets de façon régulière. De plus, au vu de la distance du bureau COPEC de Ruyigi avec

les camps de Kavumu et Bwagiriza, COPEC se dit prêt à créer des petits guichets auprès des camps, si le volume de transactions l'exige.

### Recommandations

- Redynamiser les VSLA par IRC, assurant un monitoring ponctuel des AGR finalisé à assurer le remboursement des montants empruntés.
- Sensibiliser les réfugiés sur l'existence d'opportunités 'internes' d'accès au crédit (VSLA, Tontines) et sur les risques liés au non-remboursement.
- Sensibiliser les réfugiés sur les opportunités existantes auprès des instituts de microfinance externes (COPEC, M. SHALOM, UCODE)
- Identifier des associations de réfugiés fiables et disponibles à démarrer des AGR
- Vérifier l'opportunité d'ouvrir un fond de garantie auprès des instituts de microcrédit
- Former les associations de réfugiés ou mixtes, consolider la proposition de projet, assurer monitoring constant et remboursement
- Financer les bénéficiaires d'une AGR grâce aux transferts sur comptes de réfugiés ouverts auprès d'un institut de micro-crédit afin d'augmenter les possibilités d'épargne et d'accès aux petits crédits à faible taux d'intérêt limitant les risques d'endettement à travers les prêts d'usure.

### Possibilité de ciblage de l'assistance alimentaire

#### *Ménages les plus vulnérables*

En ligne avec les résultats de la JAM 2010, les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire sont les ménages de petite taille, en particulier taille familiale 1 jusqu'à 4. En effet, les ménages de taille familiale plus grande sont moins à risque d'insécurité alimentaire en raison des plus grandes quantités de nourritures achetées aux foires et de la plus grande proportion de membres ayant une source de revenus. Les ménages de taille 1 à 4 sont 3.419, soit 53% des ménages totaux dans les quatre camps, avec pic à 66% à Kavumu. Parmi eux, 2.024 ont un chef de ménage femme (59%)<sup>31</sup>.

Egalement, les ménages les femmes chef de ménages (70% de la population dans les camps de Bwagiriza, Musasa et Kinama), et encore plus si veuve<sup>32</sup>, sont plus vulnérables à l'insécurité. Elles contractent souvent des dettes dès leurs arrivées suite à la vente des outils et biens non alimentaires de base (casseroles, draps, nattes) pour rétribuer la main d'œuvre utilisée dans la construction de leur maisonnette<sup>33</sup>. Le rachat de ces outils se fait

---

<sup>31</sup> (Apr 2014) UNHCR, proGres Database

<sup>32</sup> Presque 16% des ménages ont un chef de ménage veuf/ve – PAM, Post Distribution Monitoring, 2013

<sup>33</sup> Le programme COPEP/UNHCR prévoit la distribution du matériel nécessaire à la construction du logement à réaliser par les réfugiés mêmes.

normalement à crédit ou à travers la vente de l'assistance alimentaire suivant la première foire/distribution suivante. Les résultats du PDM confirment que les ménages ayant chef un veuf/veuve, divorcé, ou célibataire ont une plus haute probabilité d'avoir une consommation alimentaire pauvre<sup>34</sup>. Ces ménages correspondent à 42% de la totalité des ménages vivant dans les camps de Bwagiriza, Kinama et Musasa<sup>35</sup>.

Enfin, les réfugiés estiment que les ménages d'orphelins, d'handicapés sans famille et de personnes âgées sont également parmi ceux ayant le plus de difficultés à tenir jusqu'à la foire/distribution suivante.

### Ciblage

Aujourd'hui, tous les réfugiés inscrits dans les listes d'enregistrement ont accès à l'assistance alimentaire. Les focus groupes ont identifié seulement des problèmes pour les demandeurs d'asile et pour les nouveaux arrivés dû à certains retards dans la procédure d'enregistrement, en particulier à Kavumu.

L'étude *Joint Operational Evaluation of the combined Voucher and in-Kind Food Assistance Programme for camp-based Refugees in Burundi (JAP)* de septembre 2013 mentionne que la présente JAM 2014 devrait fournir des indications à l'égard du ciblage de la ration du CSB actuellement distribué indistinctement (*blanket feeding*) à chaque réfugié (50gr/personne/jour). Malheureusement, une telle décision ne peut se baser uniquement sur une analyse qualitative fournie par une JAM.

### Recommandations

1. Effectuer un suivi régulier de l'évolution de l'état nutritionnel des réfugiés en général et des couches le plus vulnérables (femmes enceintes et allaitantes, enfants de moins de 5 ans, malades chroniques, ménages de petite taille) en particulier pour fournir indications claires sur la réduction progressive du CSB dans le panier alimentaire des réfugiés ainsi que le type de ciblage à faire pour la distribution du CSB+ pour la prévention de la malnutrition aigüe .
2. Fournir une assistance ciblée du CSB+ aux catégories les plus vulnérables anticipant et pendant les périodes de rupture de stocks du CSB+.
3. Il est important que PAM et UNHCR trouvent un accord sur la programmation future en matière de l'assistance en légumes frais, dans le cadre de laquelle une réduction du CSB+ pourrait être appliquée par le PAM pour survenir aux coûts additionnels (non nécessaire si UNHCR assiste les couches les plus vulnérables avec des injections de cash/vouchers pour l'achat de légumes frais - denrées complémentaires).

### Nutrition et santé

Le taux de fréquentation est de 2 visites / personnes/mois sauf à Kavumu où il est de 2,8%. Le taux de mortalité brut est de 0.2‰ et de 0.5‰ chez les moins de 5 ans dans les camps

---

<sup>34</sup> Score de Consommation Alimentaire (SCA) <21.

<sup>35</sup> (2013) PAM, Post Monitoring Distribution

sauf à Kavumu où le taux brut de mortalité : 0.38‰ et de 0.8‰ chez les moins de 5 ans. Les membres de la population hôte qui détiennent la carte d'indigence délivrée par l'administration communale ont un accès gratuit et libre au centre de santé des camps.

La politique sanitaire du HCR en faveur des réfugiés en 2015 sera tournée vers l'intégration dans les structures nationales Burundaises pour les camps de Kinama, Musasa et de Bwagiriza. Ce projet est dans sa phase de préparation. Une mission conjointe UNHCR, ministère de la santé et les partenaires a été effectuée pour identifier les défis et rechercher les solutions.

La situation sanitaire des enfants à Kavumu est plus instable avec un fort taux de mortalité et de morbidité lié aux parasitoses intestinales. Ces enfants sont fragilisés par le long voyage vers l'exil avec des conditions d'hygiène précaires pendant le trajet.

### Nutrition

Selon l'enquête SENS de Novembre 2013<sup>36</sup>, le taux de malnutrition aigüe globale (MAG) est de 2,1% à Kavumu, 4% à Bwagiriza, 4,6% à Kinama et de 6,7% à Musasa. Ces taux sont globalement plus faibles que ceux de la population hôte (selon l'EDS-2010<sup>37</sup>), à l'exception de Musasa. Les taux de malnutrition aigües sévères (MAS) sont systématiquement plus élevés autour des camps.

Selon l'enquête nutritionnelle de Décembre 2010, le taux de malnutrition aigüe globale était de 2,5% à Kinama, 3,9% à Musasa et 6% à Bwagiriza. Le camp de Kavumu a été créé seulement en mai 2013.

Cela montre une augmentation du taux de malnutrition aigüe dans les camps du nord (Kinama et Musasa) alors qu'il y a une diminution du taux à Bwagiriza. Ces résultats sont en adéquation avec ceux de la sécurité alimentaire qui décrivent une détérioration de la situation des réfugiés des camps de Musasa et Kinama. L'explication pourrait en partie résider, comme déjà expliqué, dans le taux de revente élevé de l'assistance alimentaire.

Concernant l'anémie, le rapport SENS de 2013 révèle des taux chez les enfants de moins de 5 ans de 29,7% à Bwagiriza, 30,8% à Kinama, 34,1% à Musasa. Ce taux est très élevé à Kavumu 45,8% au-dessus du seuil de l'OMS qui est de 40%.

L'anémie est relativement basse chez les femmes 15 à 49 ans avec un taux de 11,4% à Kinama, 15,9% à Kavumu, 18,1% à Bwagiriza et de 19,5% à Musasa où le taux de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est le plus élevé.

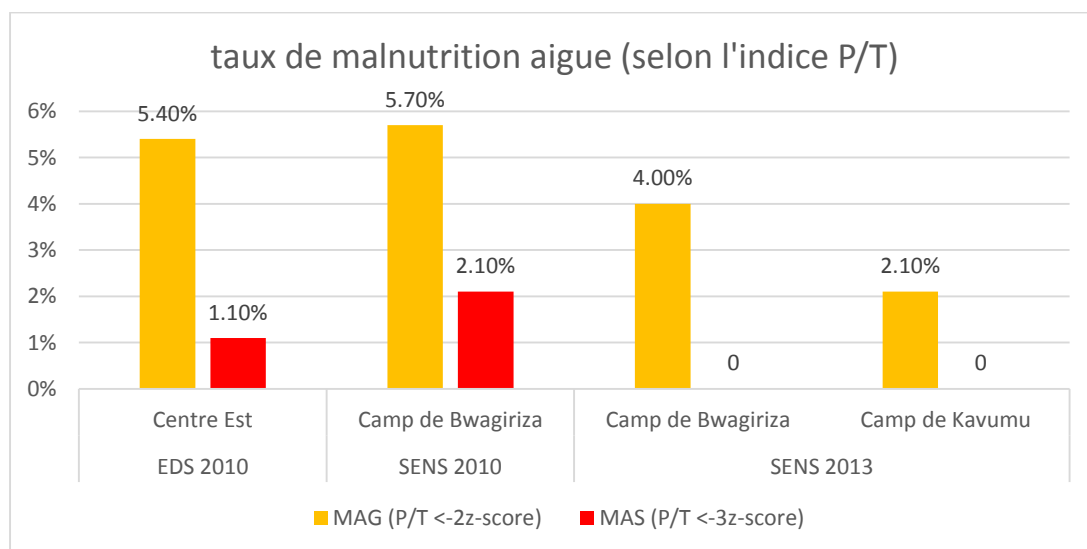
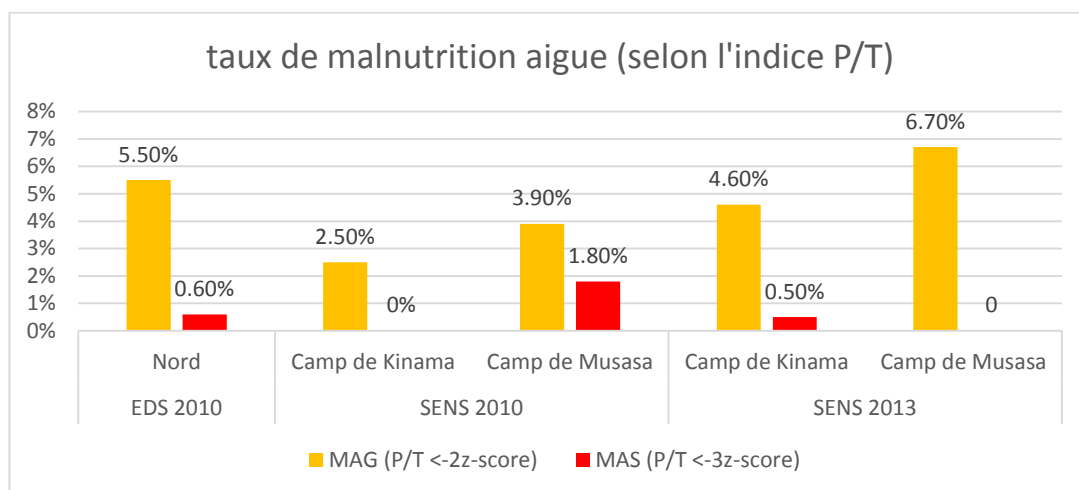
---

<sup>36</sup> Enquête Nutritionnelle Standardisée et Elargie – SENS, HCR, novembre 2013.

<sup>37</sup> Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi (ISTEEBU), Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida [Burundi] (MSPLS), et ICF International. 2012. Enquête Démographique et de Santé Burundi 2010. Bujumbura, Burundi : ISTEEBU, MSPLS, et ICF International.

Au moment de l'enquête, l'état nutritionnel des enfants de Kavumu était plus inquiétant, avec 42 cas de malnutrition aigüe modérée contre en moyenne 15 cas pour les autres camps et 08 cas de malnutrition aigüe sévère contre 0 cas dans les autres camps. Cela est dû au mauvais état nutritionnel lors de leur arrivés au centre de transit de Chishimere ; état qui n'a pas le temps de s'améliorer lors du transfert au camp. Cette situation n'avait pas été captée par l'enquête SENS car les enfants concernés n'étaient pas encore arrivés au camp.

**Graph 6 : les taux de malnutrition aigüe dans et à l'extérieur des camps**

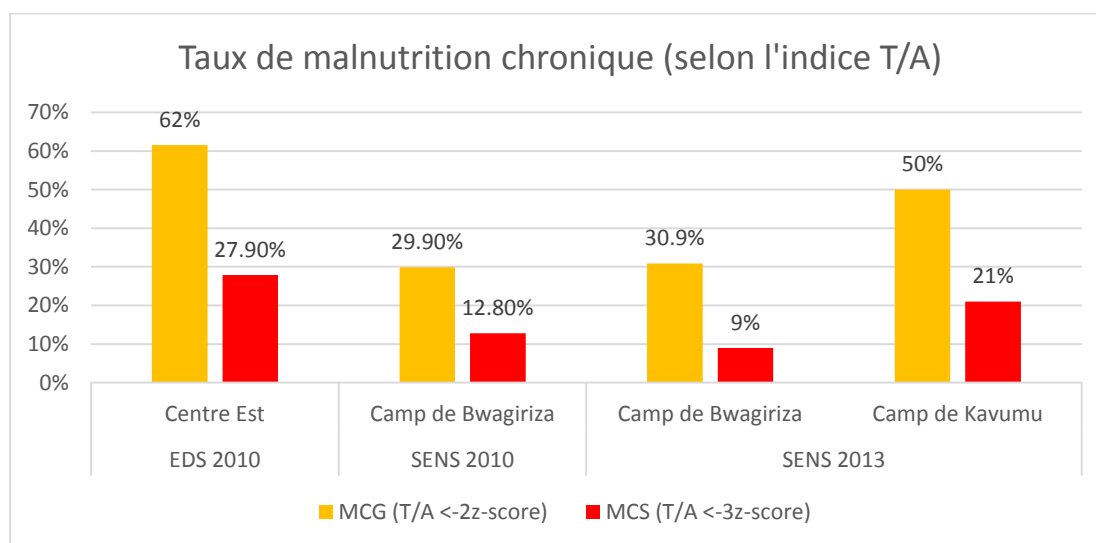
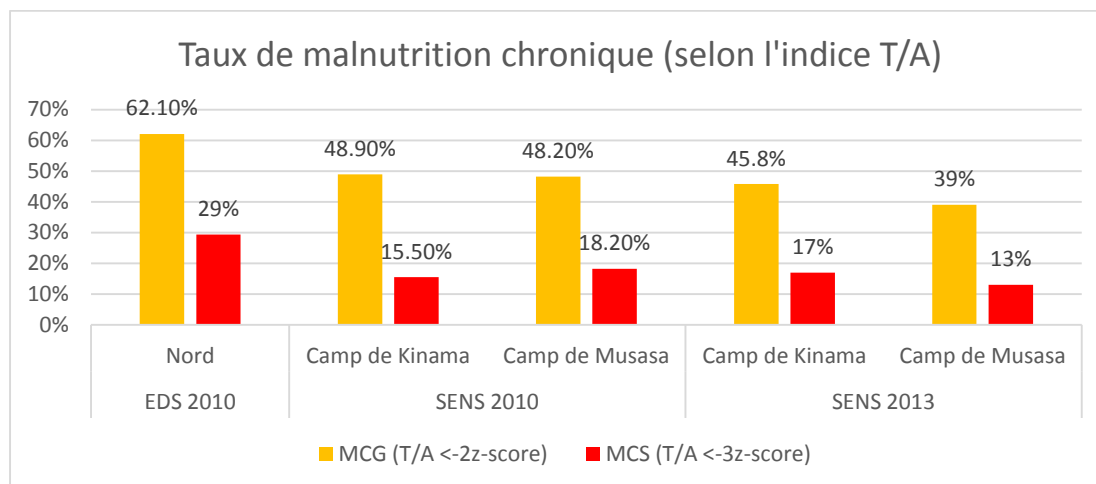


Les malnutris sont en général les enfants dont les mamans ne savent pas équilibrer l'alimentation à partir des denrées reçues à la distribution. Les autres ont une mauvaise pratique de l'allaitement maternel et ne maîtrisent pas le processus de sevrage. La recherche d'une grande taille familiale conduit à des grossesses rapprochées, ce qui met en péril la vie de la mère et entraîne une augmentation du taux de malnutrition du au sevrage brusque.

Selon l'enquête SENS de novembre 2013, le taux de malnutrition chronique dans le camp de Musasa est de 39%, de 30,9% à Bwagiriza, 45.8% à Kinama, et de 50% à Kavumu. Les taux de ces 2 derniers camps sont alarmants car au-dessus du seuil critique de l'OMS qui est de 40%.

Les taux de malnutrition chronique globale (MCG) et malnutrition chronique sévère (MCS) sont plus faibles dans les camps que dans la population hôte.

**Graphe 7 : les taux de malnutrition chronique**



Les causes de la malnutrition aigüe globale et la malnutrition chronique selon les centres nutritionnels dans les 4 camps de réfugiés sont :

- Le déséquilibre alimentaire,
- Mauvaises habitudes alimentaires pour certains réfugiés,
- Les grossesses rapprochées qui entraînent le sevrage brusque de l'enfant,



- Les enfants arrivés dans les derniers convois à Kavumu ont un état nutritionnel dégradés dus à l'insuffisance ou manque de nourriture que les familles ont connu dans leurs zones d'origines ou durant le trajet vers le pays d'asile.

### Accès des réfugiés aux soins de santé

Les maladies les plus fréquentes sont :

- Chez les adultes : le paludisme et le syndrome algique (lombalgies et dorsalgies chroniques surtout chez les femmes, les arthropathies et ostéopathies chroniques chez les hommes)
- Chez les enfants : les infections des voies respiratoires, les parasitoses intestinales et le paludisme.

Des séances d'éducation sanitaire sont animées tous les jours au CDS du camp sur des thèmes variés selon les pathologies observées en consultation.

### Recommandations

#### Nutrition

1. Faire le plaidoyer au niveau du CNLS (Conseil National de Lutte contre le Sida) pour l'intégration des réfugiés dans le programme national de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA,
2. Plaidoyer auprès de la FAO pour une dotation aux réfugiés vulnérables d'intrants agricoles tels que les semences et engrais et le petit outillage pour la création de jardin potager,
3. Sensibilisation des mères sur l'utilisation des produits locaux disponible dans les foires pour l'équilibre nutritionnel,
4. Poursuivre la sensibilisation aux bonnes pratiques d'allaitement

#### Santé

1. Sensibiliser les réfugiés sur l'efficacité des médicaments disponible dans les centres de santé des camps.
2. Appuyer les plans d'intégration de la santé des réfugiés dans le système de santé nationale

### Relation avec la population hôte

Afin de se représenter une image complète des besoins et contraintes en matière de sécurité alimentaire encourus par les réfugiés, il apparaît primordial de prendre en compte les relations qui les lient avec la population qui les entoure. Malheureusement, malgré une volonté avérée des deux agences (UNHCR et PAM) pour répondre aux recommandations de la JAM 2010, les ressources mobilisées n'ont pas permis une prise en compte significative des besoins de la population hôte.

## Impact des camps sur l'économie des ménages de la population hôte.

A travers les discussions en focus group et avec les informateurs clés, des aspects positifs liés à l'accueil des réfugiés ont été soulignés par la population hôte. Dans les collines environnantes des camps, le petit commerce n'a pas cessé d'augmenter. Les produits qui y sont vendus suivent la demande des réfugiés. Les réfugiés vendent ou échangent une partie de leur assistance en vivres ou en articles non alimentaires, ce qui a permis aux petits commerçants alentours d'améliorer leurs business.

La création de marchés mixtes à proximité des camps et des collines d'accueil a contribué à stimuler les échanges commerciaux entre les deux communautés et, cela constitue un lieu sûr et permanent pour l'écoulement de la production vivrière de la population hôte. Les réfugiés-commerçants ont introduit de nouveaux produits jadis inexistantes sur les marchés locaux. C'est entre autre les produits liés aux habitudes alimentaires des réfugiés comme les ndagala, la nouvelle manière de préparation de feuilles de manioc etc...

Avec une multiplicité de mouvements de réfugiés vers l'extérieur des camps (marchés communaux et provinciaux), les activités en rapport avec le transport en l'occurrence le taxi-vélo ou taxi-moto proposées par la population hôte se sont sensiblement développées avec l'arrivée des réfugiés.

Malheureusement, la situation de la sécurité alimentaire dans les zones d'accueil de réfugiés est loin d'être meilleure. Selon le CFSAM 2013B<sup>38</sup>, l'agriculture vivrière généralement d'autosubsistance reste la plus importante. Pour 98.6% des ménages, cette agriculture est parmi les 3 principales activités et reste la première pour 88.5% de la population hôte.

Dans les zones d'accueil de réfugiés (Ngozi, Muyinga, Ruyigi et Cankuzo), la main d'œuvre est considérée comme la deuxième principale activité pour environ 32%, avant l'élevage (17.5%) et le petit commerce (13.4%). L'augmentation continue de la proportion des ménages comptant sur la main d'œuvre comme principale activité (30% en 2012B<sup>39</sup> et 32% en 2013B) est un signe de fragilité de la sécurité alimentaire eu égard du niveau de rémunération de cette activité et de la situation de la sécurité alimentaire des ménages vivant de la main d'œuvre (CFSVA 2008<sup>40</sup>). Dans certaines zones de moyens d'existence, la proportion des ménages considérant la main d'œuvre parmi les principales activités est très importante (49.2% dans la zone de dépression du Nord).

Selon ce même rapport, 15% des enquêtés déclarent qu'au moins un membre actif du ménage a dû migrer durant les six derniers mois pour des raisons diverses dont 58% sont liées à la recherche des opportunités de travail.

---

<sup>38</sup> Rapport d'évaluation des récoltes saison 2013B, Ministère de l'Agriculture, PAM, FAO et UNICEF, 2013, Bujumbura

<sup>39</sup> Rapport d'évaluation des récoltes saison 2012 B, Ministère de l'Agriculture, PAM, FAO et UNICEF, 2012, Bujumbura

<sup>40</sup> Comprehensive Food Security and Vulnerability Assessment, WFP, 2008

Un autre facteur de fragilité à la sécurité alimentaire se trouve dans la faible diversité des activités de subsistance. Ainsi 56,4% des ménages n'ont qu'au plus deux activités importantes avec 17% qui ne disposent qu'une seule activité principale.

Dans ce contexte, l'arrivée des réfugiés a d'abord inquiété la population hôte, mais cette peur a été dissipée rapidement par l'espoir de tirer avantages, pensant surtout au développement de leur zone consécutif à la présence de réfugiés. Sans être déçue de la présence de réfugiés dans leurs zone, la communauté d'accueil aimerait davantage tirer profit de la présence de ces réfugiés et demande que leurs besoins respectifs soient pris n compte par le processus de planification de l'assistance de tout genre.

En ce qui concerne l'accessibilité et la disponibilité de la nourriture au sein de la population hôte, les discussions en focus groupe nous ont permis de comprendre que la présence des réfugiés a contribué à l'accroissement de la demande sur le marché des produits vivriers sans que la production ait évolué dans le même sens. Les voies/pistes d'accès aux zones ou régions riches en produits vivriers comme la route Kinama-commune de Gitaramuka et nombreuses pistes connectant le camp Kavumu aux zones des communes Cankuzo et Bweru sont en très mauvais état. Ce déficit de production et les mauvaises infrastructures routières ont entraîné une diminution de la disponibilité alimentaire dans les marchés et collines d'accueil.

Cette situation, associée à la continuelle dépréciation de la monnaie burundaise (depuis plus de 10 ans), ont conduit à l'augmentation des prix nominaux et réels des denrées alimentaires et à la limitation des échanges. Le pouvoir d'achat des réfugiés est jugé supérieur à celui de la population hôte et ce justifie pour quoi la quasi-totalité des travaux au niveau des camps, même les plus simples et moins payant (préparation du bois de chauffage, lessive, réhabilitation ou construction de maisonnettes,...) sont effectués par la population hôte.

Selon l'étude de faisabilité du C&V dans les camps de juin 2012<sup>41</sup>, les produits alimentaires sont disponibles sur les marchés locaux (provinciaux) d'une manière plus ou moins satisfaisante mais le pouvoir d'achat des ménages ruraux subit une dépréciation continue en témoigne le rapport des prix denrées de base/ rémunération de la main d'œuvre agricole (importante source de revenus des ménages pauvres). Ce phénomène de flambée des prix a même poussé le Gouvernement du Burundi à la décision d'une suppression temporaire des taxes sur les denrées alimentaires de base importées, mesure suspendue depuis fin 2013.

L'augmentation de la demande a provoqué une vente massive et précoce des produits vivriers (frais) par la population hôte ce qui réduit la disponibilité et entraîne l'adaptation de mécanismes de survie surtout en périodes de soudures (mars-avril-octobre et novembre).

---

<sup>41</sup> Étude de faisabilité du V&V dans les camps de réfugiés du Burundi, PAM&HCR, 2012, Bujumbura

## Impact socioculturel et environnemental

Les relations entre les réfugiés et population hôte sont généralement bonnes. Diverses relations entre les deux communautés ont été tissées à base de mécanismes d'entraides, de troc ou tout simplement de vente. Même avec des moyens limités, certains ménages de la population hôte assistent de temps en temps les réfugiés en leur permettant d'accéder à leurs champs de manioc ou de haricots pour s'approvisionner en légumes. Les réfugiés leur donnent en retour des produits de l'assistance alimentaires moins disponibles dans la population hôte comme le riz, le CSB et l'huile. Des cas de mariages mixtes existent mais ne sont pour la majorité pas légalement conclus (seulement traditionnellement).

Un des plus grands malaises signalé par la communauté hôte et qui pourrait par conséquent ternir ces bonnes relations est l'accès limité aux services de santé offerts aux réfugiés des camps. Les efforts entrepris dans ce sens par le HCR de cibler les plus vulnérables sont jugés très limitatifs spécialement parce que ce ciblage est arbitré par les administratifs seuls.

Il existe une pression des réfugiés sur l'environnement avec des répercussions sociales et économiques à long terme. Plus précisément, il s'agit de :

- La destruction massive et progressive des boisements des alentours des camps et dans les collines environnantes. Cette destruction est le fait de la population hôte qui vend le bois aux réfugiés et par les réfugiés qui s'en procurent incognito quand ils sont incapables d'en acheter.
- La grande consommation de la viande par les réfugiés conduit progressivement au dépeuplement du cheptel (gros et petit bétail). Par exemple pour le camp de Kinama, on estime à environ 16 vaches abattues par mois dont 10 lors de la 1<sup>ère</sup> semaine de distribution et 3 à 4 chèvres par jour. Malheureusement, l'offre est encore loin à s'ajuster à cette demande.
- La chasse très acharnée et inquiétante d'oiseaux surtout ceux qui sont protégés (rapaces) avec un risque de dépeuplement.
- La pêche interdite dans les rivières alentours.

## Recommandations

1. L'aménagement et l'exploitation des cultures maraichères dans les marais proches à travers l'approche FFA/ C&V constitue une opportunité pour le PAM et les autres partenaires techniques gouvernementaux ou organisations associatives;
2. Faire un plaidoyer auprès de la FAO et FIDA pour tenir compte de ces zones dans leurs programmes de repeuplement du cheptel et d'aménagement des marais. En attendant, travailler avec l'administration pour une sensibilisation de la population hôte à la bonne gestion du cheptel disponible ;
3. La réhabilitation des pistes de circulation dans les collines proches des camps notamment celle qui donne accès à la commune de Gitaramuka, province Karusi ainsi que les pistes d'accès vers

le camp de Kavumu. Le PAM pourra y participer à travers l'approche FFA et C&V selon que les possibilités offertes par les ressources le permettent ;

4. Sensibilisation de la population hôte à l'exploitation rationnelle du bois effectuée par l'administration locale afin de contrôler, réguler ou limiter l'achat du bois par les réfugiés;
5. En collaboration avec l'Administration locale et les autres partenaires techniques, le PAM pourrait participer à la reforestation avec si possible, notamment la plantation d'arbres fruitiers;
6. Développer une approche de sensibilisation des réfugiés afin d'assurer la protection des oiseaux par l'abolition de leur chasse.

## Protection et Education

### Sécurité

En général, une bonne sécurité est assurée dans les quatre camps et les réfugiés n'ont pas rapportés d'incidents de sécurité majeurs liés aux distributions, que ce soit pendant les distributions de coupons ou pendant les foires<sup>42</sup>. Néanmoins, quelques incidents d'insécurité ont été rapportés liés aux contraintes physiques des prêteurs pour récupérer les dettes des ménages qui sont en retard de paiement de l'emprunt ou ceux qui n'ont pas d'autres sources de revenu principal mis à part l'assistance alimentaire. Ces attaques ont lieu juste à l'extérieur de la foire ou pendant le trajet entre la foire et la maison. Fréquemment les victimes sont les ménages les plus vulnérables aux risques de protection et à l'insécurité alimentaire.

### Dignité

De façon générale, la plupart des réfugiés préfèrent le système de foire vis-à-vis de du système classique de distribution de vivres. Néanmoins, certains réfugiés ont estimé que les lieux d'organisation des foires (marchés fermés) sont trop exigus ce qui conduit à un congestionnement dû au surnombre dans ces espaces au même moment, provoquant des tensions entre réfugiés, commerçants et staff.

Même si les réfugiés apprécient le nouveau système de distribution, ils souhaitent avoir une participation plus active avec une politique moins restrictive concernant le choix des produits à acheter. Le fait qu'ils soient obligés de soumettre un « shopping list » et que celle-ci soit révisée/corrigée afin d'assurer une bonne diversité et un bon équilibre alimentaire leur donne le sentiment de ne pas pouvoir choisir librement les denrées qu'ils souhaitent acheter, et cela porte atteinte à leur perception et liberté de choix personnelle.

### Accès

#### *Enregistrement et documentation:*

Les réfugiés n'ont pas tous une bonne compréhension des différents mécanismes de mises en suspens de l'assistance en cas d'absence.

---

<sup>42</sup> Selon le dernier PDM du Décembre 2013, plus de 90% des participants n'ont pas eu des problèmes de sécurité liés aux distributions des vivres.

Dans un groupe de discussion à Bwagiriza, les réfugiés ont mentionnés le fait que certains rencontrent des soucis à avoir accès à l'assistance parce que les staffs ont des difficultés à les reconnaître sur les photos enregistrées dans la base de données de l'UNHCR (proGrès).

#### Personnes à besoins spécifiques - PBS

Lors des groupes de discussion avec les PBS, ceux-ci ont indiqué ne pas avoir un accès facilité/prioritaire au niveau des foires ou lors des distributions de vivres, ce phénomène s'est aggravé lors du passage à la modalité du voucher, car les comités des PBS autrefois impliqués n'ont plus de rôle au niveau des foires et ne peuvent plus faciliter le passage prioritaire ou via un système de désignation d'accompagnateurs.

Bien que les informateurs clés aient relevé qu'un mécanisme de passage prioritaire et un accompagnement des PBS par des animateurs d'IRC aient été mis en place, les groupes se sont largement plaints de l'absence d'un tel processus et de la non-opérationnalité de ce mécanisme dans certains camps (à Muyinga principalement). Il semble que dans les camps de Ruyigi ce mécanisme fonctionne davantage mais qu'il doit être amélioré et renforcé. Il existe aussi un mécanisme pour les personnes malades : elles doivent obtenir préalablement un certificat auprès de AHA (partenaire responsable de la santé dans les camps) afin de se faire remplacer par une autre personne non enregistrée dans leur ménage, mais ce mécanisme n'a pas fait l'objet de sensibilisation, et il est largement ignoré par les personnes concernées.

Les PBS sont également obligés d'échanger une partie de leur ration pour le transport de leur vivres des centres de distribution à leurs maisons (la quantité à donner varie en fonction des camps, de la distance et des quantités transportées, mais se situe entre 1-3 kg), ce qui représente, avant même d'avoir commencé le mois, une diminution significative de leur ration alimentaire.

Les individus illettrés sont confrontés à des défis spécifiques avec le nouveau système de voucher. A titre d'exemple, à Bwagiriza les réfugiés ne savent pas comment demander une assistance pour rédiger les « shopping list » et doivent payer 02 gobelets de riz en échange de ce service auprès d'autres réfugiés. Ces personnes sont plus facilement victimes de vols/abus par les commerçants et les autres réfugiés.

#### Protection de l'enfance/Education

Suite aux entretiens de groupes ciblés avec les adolescents et enfants, il est ressorti que certains Enfants Non Accompagnés-ENA et Enfants Séparés-ES reçoivent l'assistance alimentaire de manière égale mais sont discriminés quant aux autres besoins (vêtements, couvertures, moustiquaires, ...).

Un des principaux problèmes ressortis dans tous les camps concernent les jeunes filles (14-18 ans) vis-à-vis des violences basées sur le genre (VBG). Elles s'engagent dans des mécanismes de survie afin de satisfaire des besoins autres qu'alimentaires (vêtements, crèmes, crédits téléphones, serviettes hygiéniques autres que les flanelles, ..), mais également alimentaires, dans une moindre mesure. Des « ghettos-abris » facilitent ces relations ; grossesses et mariage précoce, abandon/échecs scolaire sont les principales conséquences de ces activités.

Les flanelles distribuées ne correspondent pas aux besoins des jeunes filles, de sorte qu'elles doivent se procurer des moyens pour acheter des serviettes jetables.

Les enseignants ont noté une augmentation du taux d'absentéisme lors de la 4<sup>ème</sup> semaine après la distribution de l'assistance alimentaire (surtout pour le primaire et maternelle), car les familles n'ont pas suffisamment de vivres avec que deux repas par jour pour les enfants.

En plus de l'absentéisme, d'autres comportements ont été cités comme portant atteinte aux performances de l'enseignement des enfants réfugiés. Il s'agit par exemple de : mariages et grossesses précoces, l'âge avancé de certains enfants en décalage avec les autres, le manque de vêtements, la vente du matériel scolaire par les parents, le départ des familles à Bujumbura, au Rwanda, au Kenya.

Dans tous les camps, les enseignants prennent sur leurs heures de travail pour se rendre aux distributions car il n'y a pas de système de priorisation ; cela a des répercussions sur l'enseignement.

La présence d'élèves à Bujumbura, Muyinga, Ngozi et Ruyigi qui suivent les filières secondaires non enseignées dans les camps a été confirmée surtout pour le camp de Kinama. Les élèves de +21 ans se débrouillent pour effectuer les va-et-vient lors des distributions avec les conséquences que cela comporte (absentéisme, sécurité routière, revente de la ration, paiement jusqu'à 16.000 FBU de transport); et pour les enfants de moins de 21 ans, les parents leurs envoient soit leur part de vivres, soit de l'argent issu de la revente des vivres.

#### Risques d'exploitations sexuelles et violences basées sur le genre

Les incidents de Violence Basée sur le Genre (GBV) dans les camps de réfugiés restent difficiles à déterminer, car ils ne sont pas suffisamment identifiés et rapportés malgré les diverses activités entreprises en matière de prévention et de réponse.

Dans les quatre camps, la violence domestique semble être le type de violence le plus commun et la gestion de l'assistance alimentaire peut être un facteur aggravant. Les femmes ont rapportés quelques cas de GBV lorsque les maris vendent une partie de la ration pour acheter de l'alcool, rembourser les dettes ou payer leurs maitresses. L'insécurité alimentaire peut également être un facteur de violence domestique en raison de stress, de tension, d'insatisfaction au sein du ménage.

En revanche, les réfugiés ont noté que la nouvelle modalité de l'assistance alimentaire a eu un impact positif sur les relations au sein du ménage, car les maris participent davantage et montrent d'avantage d'intérêt ; aussi, les ménages communiquent plus afin d'établir le « shopping list » et participent ensemble à la gestion des vivres.

Dans les quatre camps, la prostitution/sexe de survie est reconnu et documenté comme prenant place à l'intérieur de « ghettos », comme décrit précédemment pour les mineurs.

Les réfugiés n'ont jamais entendu parler de cas d'Exploitations Sexuelles et d'Abus (SEA) liées à l'assistance alimentaire (par des staffs, commerçants), si c'était le cas, ils le signaleraient directement à IRC et/ou au HCR.

## Responsabilisation/Participation

Chaque foire doit avoir un bureau de litige ou les réfugiés pourraient recevoir une assistance, enregistrer des plaintes quant à l'assistance alimentaire qu'ils reçoivent, et trouver des solutions.

Bien qu'il y ait une compréhension générale entre les agences sur le fonctionnement de ces bureaux, il n'y a pas de Procédures Opérationnelles Standards (SOPs) écrites qui clarifient les rôles et les responsabilités ou qui assure la transparence sur les services fournis par ce bureau. Bien que les réfugiés apprécient l'idée d'avoir un bureau des plaintes, ils n'ont pas une grande confiance dans un tel mécanisme, car lors de précédents problèmes rapportés, les décisions auraient souvent été prises au bénéfice des commerçants.<sup>43</sup>

## Recommandations

### Sécurité, Dignité et Accès

1. Renforcer la fonction du comité de distribution et revoir ses fonctions pour inclure la médiation effective entre réfugiés et commerçants. Le comité de distribution devrait inclure un membre du comité des personnes à besoins spécifique.
2. Revoir les campagnes de sensibilisation pour maximiser la diffusion des informations liées aux distributions (telles que : les procédures de réactivation, procédures pour les absents, timing des foires et l'importance de calculer une marge, les procédures existantes pour le soutien aux personnes à besoins spécifiques, SOPs bureau des plaintes, ..)
3. Introduire les données biométriques au niveau des foires pour éviter de la confusion sur l'identité pendant la distribution des coupons.

### GBV

1. Effectuer le ciblage des ménages où la violence domestique, l'alcoolisme sont connus par IRC afin d'effectuer un counseling des hommes par des hommes qui peuvent servir en tant que des bons exemples.
2. Engager les femmes de ces couples dans les groupements d'épargne et crédits pour augmenter leur autonomisation (VSLA).

### PBS

1. Sensibilisation et appui des associations avec handicaps avec des AGR/VSLA, jardins potagers, formation professionnelle (coiffure, couture, ..).
2. Développer des Associations d'entraide (scouts) pour aider les PBS à transporter leurs vivres jusqu'à leur domicile ou mettre en place des carrioles/brouettes pour faciliter le transport. Développer et sensibiliser sur l'entraide communautaire pour les constructions des abris des vulnérables légers.

---

<sup>43</sup> This is in line with findings from the JAP Evaluation in 2013. Since then there have been a few improvements on setting up an actual desk, desk composition and complaints registration.



## Protection de l'enfant/Education

1. Sensibiliser les jeunes et leurs parents sur les risques d'exploitation sexuelle et de la prostitution, sur les moyens de prévention. Organiser des cours d'éducation sexuelle à l'école.
2. Assurer les distributions des kits hygiéniques (serviette jetables) et renforcer les sensibilisations sur l'utilisation des flanelles par les jeunes filles.
3. Faciliter et informer les enseignants sur le mécanisme d'accès prioritaire pour les enseignants lors des foires (système où ils pourraient passer le matin pour les enseignants du secondaire, et l'après-midi pour les enseignants du primaire et maternelle).
4. Sensibilisation des parents sur les filières existences dans les camps et les bons résultats obtenus dans les camps pour éviter que les élèves ne partent à Bujumbura, avec les couts importants que cela entraîne.
5. Renforcer de façon significative les APE (Association de parents d'élèves) afin qu'ils s'impliquent de façon plus dynamique au sein des écoles, notamment du point de vue de la sécurité alimentaire, en créant par exemple des mutuelles afin de créer ou contribuer à la création de jardins potagers, ou de contribuer financièrement aux cantines scolaires.
6. Evaluer les possibilités d'intégration des écoliers dans les écoles burundaises (écoles primaire)- Plaidoyer avec UNICEF.
7. Evaluer la faisabilité de fournir des kits d'encouragement pour les filles qui poursuivent le secondaire afin d'enrayer le recours au sexe de survie.

## Responsabilisation/Participation :

1. Développer des procédures standards sur les bureaux des litiges en précisant la fonction du mécanisme de plainte (table de litige) et les rôles et responsabilités de chaque organisation. La fonction principale de cette table sera : Fourniture d'information, assistance pendant les achats, assistance et sensibilisation sur le principe d'équilibre de la « shopping list », médiation entre commerçants et réfugiés, réception du feedback et des plaintes (qualité des denrées), solutions à certains problèmes posés. De telle procédures, claires et fonctionnelles contribueront à augmenter la confiance que les réfugiés ont dans le système des foires tout en contribuant aussi à la transparence et bonne compréhension de ce nouveau mécanisme de distribution.
2. Développer des AGR, VSLA, Associations d'entraide-« tontines »/COOPEC, mutualisation des moyens des réfugiés.

## Logistique/wash/habitat

### Accès à l'eau

Dans les 4 camps, l'eau est disponible en quantité suffisante et tous les réfugiés y accèdent facilement. Les points d'eau ne sont pas loin des ménages et chacun passe en moyenne 15

minutes au point d'eau tandis que cette ration est largement dépassée à Kavumu où l'eau est en très grande quantité.

Les tensions enregistrées autour des points d'eau sont, dans tous les camps, causées par le manque de respect de la file d'attente ; les membres des comités doivent intervenir pour ramener de l'ordre. Les problèmes se ressentent surtout pendant la période de/ou qui suit la distribution (beaucoup de lessives) et pendant la saison sèche.

Avant l'introduction de l'aspect autonomisation dans les camps, les réfugiés ne se sentaient pas concernés par le vol des robinets qui étaient d'après eux, la propriété de COPED ou du UNHCR ; les multiples sensibilisations les ont convaincus de s'approprier les points d'eau et ils se disent aujourd'hui prêts s'organiser et à cotiser de petites sommes pour les réparations. Les membres des comités relayeront les informations aux autres bénéficiaires aux bons usages. Dans le sens d'autonomisation et en plus de la sensibilisation, il est prévu plus de responsabilisation de réfugiés à travers l'installation des comités de point d'eau des points d'eau ainsi les cotisations pour la prise en charge des infrastructures communautaire.

Les familles ayant vendu leurs récipients ont un problème de stockage de l'eau. Les récipients ne sont pas seulement utilisés à stocker l'eau potable mais aussi à stocker les vivres.

#### Hygiène et assainissement

En général les réfugiés se sentent concernés par la propreté et la salubrité des camps. Des travaux communautaires sont régulièrement organisés dans chaque camp et toujours autour de l'hygiène. Les membres des comités et les chefs de quartiers identifient les endroits à nettoyer et organisent un planning.

Des fosses à ordures dans chaque camp sont en nombre suffisant et correctement utilisées.

Les eaux usées sont correctement éliminées, à l'exception du camp de Kavumu, où les eaux usées sont drainées seulement devant les maisons et non derrière ce qui crée une stagnation et peut engendrer des problèmes sanitaire avec le développement de certains parasites.

Grâce à la pulvérisation d'insecticide dans les maisons, les vivres sont bien stockés et ne sont pas dégradés par les parasites.

#### Abris et Infrastructures

En général, les réfugiés se sentent en sécurité dans leurs maisons. Les vivres perçus sont stockés sur de petites étagères en bois ou sur des pierres surmontées de planches à l'abri de l'humidité, dans les chambres à coucher.

A Bwagiriza et d'avantage encore à Kavumu où le terrain est plat, l'eau stagne et monte par capillarité jusqu'à une certaine hauteur des murs. En période de pluie, les murs restent longtemps humides ce qui peut nuire à la bonne conservation des vivres.

La majorité des réfugiés, dans tous les camps, ont modifié les maisons, soit pour changer l'emplacement des portes pour plus d'intimité, soit pour ajouter des chambres à coucher à cause de l'augmentation des tailles de famille et l'âge des enfants. A Bwagiriza, les familles ont chacune une grande parcelle ; ils ont un espace suffisant pour les agrandissements. A Kavumu et Bwagiriza, la transformation des abris a amené les cuisines à l'intérieur des maisons, ce qui crée un problème de fumée dans l'espace de vie.

Les bâtiments communautaires sont globalement en bonne état. Cependant, certaines cuisines communautaires n'ont pas de murs protégeant les foyers améliorés et les briquettes de la pluie, entraînant leur dégradation.

Les hangars de stockage existants dans les camps ne sont pas utilisés (inexistant à Kavumu) et les vivres ne sont entreposés que la veille du début des foires. Une meilleure utilisation de ces espaces permettrait une amélioration des délais de distribution ainsi que les meilleures conditions de stockage de vivres.

### Environnement

Dans tous les camps, la quasi-totalité des pousses d'arbres plantés ont été détruits au fil des années.

A Bwagiriza, des réfugiés ont créé de petites pépinières d'arbres pour planter autour de leurs abris. A peu près 50 personnes dans le camp ont eu ce genre d'initiative et ont donné le reste des plants à COPED pour proposer aux autres réfugiés de les planter. Les membres du comité Environnement de Kinama ont pris l'initiative de récolter des grains d'eucalyptus, arbre à croissance rapide qui permet de limiter l'érosion des sols, et ont déjà obtenu de l'administration une parcelle pour une pépinière. Au moment opportun, COPED apportera son expertise technique dans l'entretien des pépinières.

Dans les autres camps, les réfugiés ne se sentent pas concernés par la dégradation du sol. Le constat étant que la végétation a été sacrifiée pour la construction des abris.

Dans les 4 camps, les réfugiés reconnaissent que les briquettes combustibles sont une solution à la dégradation de l'environnement tout en permettant la cuisson normale de leurs aliments. Les membres des comités sensibilisent là-dessus. En général, tous les ménages utilisent bien les briquettes et la sensibilisation continue sur la bonne conservation. Cependant, à Musasa certaines familles n'utilisent pas les briquettes par conservatisme et ignorance leur poussant à évoquer des raisons comme quoi les briquettes produisent de la fumée nuisible pour la santé. La quantité de briquettes distribuées semble insuffisante pour combler un mois entier mais le HCR rassure que, en collaboration avec les réfugiés, il est passé par plusieurs essais et démonstrations pour arriver à la ration d'environ 12 à 13kg de briquettes /pers, le plafond étant à 120kg.

## Recommandations

### Eau-Hygiène-Assainissement

1. A Kavumu, il faut sensibiliser les nouveaux arrivants dès le centre de transit pour qu'ils ne vendent pas leurs récipients;
2. Rendre efficace les comités de gestion de l'eau dès les élections, les encourager les comités à mettre en place des fonds d'entretien et réparation des points d'eau ;
3. Former et encadrer les comités des points d'eau pour la gestion de la caisse d'entretien et réparation ;
4. Clôturer les points d'eau avant de les remettre à la gestion des comités ;
5. A Kavumu, renforcer le système de canalisation des eaux : tracer des rigoles derrière les maisons et installer des puisards près des points d'eau et des bacs à lessive pour collecter les eaux usées.

### Abris et Infrastructures

1. Organiser les comités de construction afin qu'ils fassent des propositions aux gestionnaires des camps et les partenaires pour l'aménagement des extensions et de cuisines communautaires.
2. Sensibiliser les réfugiés, et spécifiquement les comités, sur l'entretien des infrastructures communautaires.
3. Sensibiliser les réfugiés pour construire des étagères plus hautes afin de préserver les vivres de l'humidité.
4. Appuyer les réfugiés, s'ils ont un apport matériel, pour la réfection des salles de classe à Kinama.
5. Mettre en place un système de pré-positionnement des vivres dans tous les camps en utilisant les hangars.

### Environnement

1. Encourager et encadrer les réfugiés à la production des plants en pépinières et le reboisement à l'intérieur et à l'extérieur des camps (agro-forestiers et fruitiers) tel que fait à Bwagiriza en collaboration avec les partenaires, les autorités et les populations hôtes.
2. Sensibilisation sur l'entretien des plants et mise en place des mesures de sanction pour ceux qui arrachent ou abiment les plants (COPED et ONPRA) ;
3. Augmenter la quantité de brindilles disponibles pour une meilleure utilisation des briquettes ; tout en continuant la sensibilisation sur l'utilisation et la conservation ;
4. Concrétiser la revue en cours des quantités de briquettes distribuées aux petites tailles de famille (1 à 3) et identifier les TF1 en familles qui continuent à avoir 12 Kg. La révision serait la suivante : 20 kg pour TF1 ; 30 pour TF 2 ; et 40 pour TF 3.

## Conclusion, perspectives et recommandations principales

La cause principale d'insécurité alimentaire parmi les réfugiés est donc le manque d'accès à des activités génératrices de revenu et la dépendance presque exclusive à l'assistance alimentaire représente la seule source de revenu pour presque 80% des ménages. La revente de l'assistance pour l'achat d'articles alimentaires ou non alimentaires conduit les ménages à avoir recours à des stratégies d'adaptation alimentaires ayant un impact sur la diversité et la fréquence de la consommation individuelle à partir de la 3ème semaine. A partir de la 4ème semaine, une vaste partie des ménages fait recours à des mécanismes ayant un impact sur leurs moyens d'existence, principalement l'endettement, les faisant entrer dans un cercle vicieux duquel ils peinent à s'extraire.

Ce cycle est commun à tous les camps, y compris Kavumu, mais son impact est plus préoccupant dans le camp de Musasa. Ainsi, on retrouve dans ce camp les plus hauts pourcentages de ménages ayant une consommation alimentaire non acceptable, une faible diversité alimentaire et le taux de malnutrition aigüe auprès des jeunes enfants le plus important.

La stratégie d'autonomisation des réfugiés par la réduction de l'assistance du HCR risque d'augmenter la pression déjà très forte sur l'assistance alimentaire. Cette stratégie devrait être progressive et accompagnée par des initiatives innovantes de sources de revenus et cela pour permettre aussi au PAM d'envisager une réduction progressive du panier alimentaire en commençant par exemple par le CSB qui devrait cibler les plus vulnérables.

Il est par ailleurs indispensable de continuer le monitoring ponctuel et d'y inclure le camp de Kavumu, pour lequel aucune donnée secondaire n'était disponible dans le cadre de cette mission JAM 2014.

D'une manière générale, la situation des réfugiés est meilleure que celle des populations qui les entourent : taux de malnutrition plus faibles, sécurité alimentaire plus élevée, situation économique meilleure. Pour l'instant, il n'existe pas de tensions graves entre ces deux populations et la cohabitation est meilleure. Néanmoins, cette situation pourrait se dégrader si les écarts continuent de se creuser et si aucune attention n'est donnée aux besoins de la communauté hôte.

La situation économique des zones d'accueil des réfugiés limite les possibilités de diversification des revenus de ces derniers. Il est important d'adopter une approche globale de l'assistance, en intégrant les zones d'accueil des camps aux projets d'aide et ne plus cibler les réfugiés de manière exclusive. Ces deux populations sont liées, et aider l'une revient à aider l'autre.

Annexe 1 : Plan d'action

1. Sécurité alimentaire

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier	Priorité
1.1.	Conduire une étude de faisabilité qui prenne en considération la disponibilité et les variations des prix des produits frais dans les marchés mixtes en proximité des quatre camps. Cette étude permettra de vérifier l'opportunité d'introduire un système de coupons pour produits frais ciblé pour les catégories les plus vulnérables de réfugiés par UNHCR ou, en échange d'une diminution progressive de CSB, par le PAM.	PAM/UNHCR	Bwagiriza, Kinama, Musasa	3 mois	Faible
1.2	Inclure dans le PDM une section sur la portion d'aliments achetés (quantité, qualité des produits, prix, fréquence d'achat) dans les marchés.	PAM	Tous	Immédiatement	Moyenne
1.3	Assurer la disponibilité de chaque produit alimentaire fourni par les commerçants lors des foires jusqu'au dernier jour et prendre des mesures contre les contrevenants qui ne respectent pas les standards de quantité et qualité des aliments vendus.	PAM	Tous (y inclus Kavumu si le système de coupons est en fonction)	Immédiatement	Haute
1.4	Sensibiliser et former les représentants de CARITAS sur le système mensuel de monitoring systématique de la distribution et de l'utilisation de l'assistance alimentaire (Food Basket Monitoring). Cela permettra d'identifier chaque mois la quantité et la qualité des produits achetés lors des foires et de produire un rapport mensuel qui permette d'identifier l'impact des prix variables des denrées sur l'accès à la ration minimale (2100 Kcal).	PAM/CARITAS	Tous (Kavumu si le système de coupons est en fonction)	Immédiatement	haute
1.5	Vérifier l'opportunité de donner priorité alternée aux ménages ayant TF1 à TF4 par rapport aux familles de grande taille.	UNHCR/CARITAS /ONPRA	Tous (y inclus Kavumu .	Immédiatement	Moyenne

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier	Priorité
1.6	Améliorer la communication sur les dates de distribution ou des foires.	UNHCR/ONPRA/ PAM/CARITAS	Tous indépendamment de la modalité.	Immédiatement	Haute
1.7	Assurer l'introduction des coupons alimentaires dans le camp de Kavumu à partir de mai 2014.	PAM	Tous	Immédiatement	Haute
1.8	Fournir des balances graduées sur l'hectogramme ou électroniques dans chaque foire/distribution.	PAM	Tous	Immédiatement	Moyenne
1.9	Sensibiliser à une gestion plus rationnelle de l'assistance alimentaire tout au long du mois, afin de réduire les ventes de nourriture pour l'achat excessif de produits coûteux (viande, poisson, légumes frais en période de soudure.	UNHCR/ CARITAS	Tous (en particulier Musasa et Kinama)	Immédiatement	Haute
1.1	Sensibiliser aux risques liés à la vente excessive à fins spéculatifs de l'assistance alimentaire, avec une attention particulière pour les réfugiés de Musasa ;	UNHCR/CARITAS	Tous (en particulier Musasa et Kinama)	Immédiatement	Haute
1.11	Vérifier l'opportunité (UNHCR) de fournir une assistance en cash pour les aliments de complément (ex. légumes frais) en tant que substitutif d'une portion de ration alimentaire (PAM) ou additionnel par le biais de projets vivres contre travail (UNHCR). Cette décision doit se baser sur une étude de faisabilité spécifique et être incluse dans le Joint Action Plan consécutif à la JAM;	UNHCR/PAM	Tous	6 mois	Moyenne
1.12	Sensibiliser les ménages de Musasa et Kinama sur les fluctuations mensuelles des prix des denrées dans les marchés locaux et souligner les risques de vente excessive dans les marchés locaux de l'assistance alimentaire à des prix bas pendant la période de foire.	UNHCR/CARITAS	Musasa, Kinama	3 mois	Haute
1.13	Elargir le Post-Distribution Monitoring périodique à Kavumu.	PAM	Kavumu	6 mois	Haute

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
1.14	Vérifier la possibilité de faire 2 distributions/ foires par mois pour améliorer la gestion du panier alimentaire par les réfugiés.	PAM/ UNHCR	Tous	6 mois		Moyenne
1.15	Vérifier l'opportunité de lancer un fond de garantie auprès des bureaux de la COPEC proches de chaque camp pour l'octroi de petits crédits à taux 0,8% mensuel ciblant la réduction de l'endettement sur la base du modèle utilisé en 2007 pour les retournés burundais.	UNHCR/COPED	Tous	6 mois		Haute
1.16	Sensibiliser les réfugiés autour des risques liés aux spéculations et à l'endettement, dans les quatre camps et en particulier à Musasa et Kinama.	UNHCR/CARITAS /ONPRA/IRC	Tous	Immédiatement		Haute
1.17	Fournir une assistance ciblée du CSB+ aux catégories les plus vulnérables anticipant et pendant les périodes de rupture de stocks du CSB+.	PAM	Tous	A partir de 3 mois avant la rupture du stock (si applicable)		Haute
1.18	Conduire une évaluation quantitative ciblant l'évolution de l'état nutritionnel des couches le plus vulnérables (femmes enceintes et allaitantes, enfants de moins de 5 ans, malades chroniques, ménages de petite taille) et des autres réfugiés pour fournir indications claires sur l'impact de l'utilisation du CSB+ dans la prévention de la malnutrition aiguë de la population des réfugiés.	UNHCR/CARITAS	Tous	A partir de 3 mois avant la rupture du stock (si applicable)		Haute
1.19	Trouver un accord sur la programmation future en matière de l'assistance en légumes frais	PAM / UNHCR	Tous	3 mois		Moyenne
<b>2. Capacité à l'autosuffisance</b>						
2.1	Rédiger un Plan d'Action Conjointe pour le développement intégré des AGR à l'intérieur et à l'extérieur des camps entre agences des UN, ONG travaillant avec réfugiés (COPED, IRC) et avec communautés hôtes (WV, CRS, WR, FLM, etc).	UNHCR/COPED/ IRC/ONPRA/ et Autres agences-acteurs impliqués	Tous	6 mois	Haute	



Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
2.2	Une fois finalisé le plan, faire un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds par COPED, IRC, UNHCR afin de bénéficier de financements pour des AGRs.	UNHCR/ ONPRA	-	9 mois	Haute	
2.3	Vérifier l'existence de terres cultivables disponibles et relancer l'idée de conduire des projets agricoles conjoints avec la population locale.	UNHCR/CARITAS /COPED	Tous	3 mois	Haute	
2.4	Vérifier l'opportunité d'introduire la production de savon pour l'HCR.	UNHCR/COPED	Tous	3 mois	Moyenne	
2.5	Encourager la création de <b>comités mixtes</b> (réfugiés-communauté hôte) chargés de l'identification de travaux d'intérêt communautaire et vérifier la possibilité de lier ces travaux aux AGR identifiées dans le Plan d'Action Conjoint au point 1 ci-haut. Vu l'impossibilité du PAM d'appuyer les réfugiés à travers de l'assistance supplémentaire à l'aide alimentaire déjà octroyé, cette intervention pourra être conduite seulement par les autres acteurs en fonction de leur mandat et capacités techniques spécifiques.	UNHCR/COPED	Tous	6 mois	Haute	
2.6	Accélérer le processus de distribution des titres de voyage pour certains réfugiés pour leurs permettre de faire le commerce transfrontalier, notamment avec la Tanzanie.	UNHCR	Tous	Immédiate ment	Moyenne	
2.7	Assurer un suivi post-formation professionnelle ponctuel, distribuer kits initiaux et organiser AGR en ligne avec les compétences développées par les réfugiés.	UNHCR/IRC/COP ED	Tous	Immédiate ment	Haute	
2.8	Identifier dans chaque camp les réfugiés ayant des compétences techniques d'intérêt dans chaque domaine professionnel et les impliquer d'avantage dans la réalisation des formations.	UNHCR/IRC	Tous	Immédiate ment	Moyenne	
2.9	Redynamiser les VSLA assurant un monitoring ponctuel des AGR finalisé à assurer le remboursement des montants empruntés.	IRC	Tous	Immédiate ment	Haute	
2.10	Sensibiliser les réfugiés sur l'existence d'opportunité 'internes' d'accès au crédit (VSLA, Tontines) et sur les risques liés au non-remboursement.	UNHCR/IRC	Tous	3 mois	Moyenne	

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
2.11	Sensibiliser les réfugiés sur les opportunités existantes auprès des instituts de microfinance externes (COPEC, M. SHALOM, UCODE)	UNHCR/IRC/COPED/ONPRA	Tous	Immédiatement	Haute	
2.12	Identifier des associations de réfugiés fiables et disponibles à démarrer des AGR	UNHCR/IRC/COPED/ONPRA	Tous	Immédiatement	Haute	
2.13	Vérifier l'opportunité d'ouvrir un fond de garantie auprès des instituts de microcrédit (COPEC, M. SHalom, UCODE) pour relancer les AGR	UNHCR/IRC/COPED/ONPRA	Tous	3 mois	Haute	
2.14	Former les associations de réfugiés ou mixtes, consolider la proposition de projet de microcrédit, assurer monitoring constant et remboursement	UNHCR/IRC/COPED/ONPRA	Tous	3 mois	Haute	
2.15	Financer les bénéficiaires d'une AGR grâce aux transferts sur comptes de réfugiés ouverts auprès d'un institut de microcrédit afin d'augmenter les possibilités d'épargne et d'accès aux petits crédits à faible taux d'intérêt limitant les risques d'endettement à travers les prêts d'usure.	UNHCR/IRC/COPED/ONPRA	Tous	3 mois	Haute	

### 3. Nutrition et Santé

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier	Priorité
3.1	Faire le plaidoyer au niveau du CNLS (Conseil National de Lutte contre le Sida) pour l'intégration des réfugiés dans le programme national de prise en charge des personnes vivantes avec le VIH/SIDA,	UNHCR/AHA/ ONPRA	Tous	Immédiatement	Haute
3.2	Révision du système de distribution des régimes spéciaux pour les malades chroniques tels que les diabétiques,	UNHCR/AHA/ ONPRA/ CARITAS	Tous	Immédiatement	Haute
3.3	Plaidoyer auprès de la FAO pour une dotation aux réfugiés vulnérables d'intrants agricoles tels que les semences et engrais et le petit outillage pour la création de jardin potager,	UNHCR/COPEP ONPRA	Tous	3 mois	Moyenne

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
3.4	Sensibilisation des mères sur l'utilisation des produits locaux disponible dans les foires pour l'équilibre nutritionnel,	UNHCR/AHA	Tous (surtout à Kavumu et Musasa)	Immédiatement		Haute
3.5	Poursuivre la sensibilisation aux bonnes pratiques d'allaitement	UNHCR/AHA	Tous	Immédiatement		Haute
3.6	Faire le plaidoyer auprès de l'UNICEF pour le dépistage et la prise en charge des cas de malnutrition dans les centres de transit pour stabiliser l'état nutritionnel des enfants fragilisés.	UNHCR	Tous	Immédiatement		Haute
3.7	Renforcer la sensibilisation sur l'hygiène corporelle et le lavage des mains pour éviter les parasitoses et les maladies diarrhéiques chez les enfants.	AHA	Tous	Immédiatement		Moyenne
3.8	Déparasitage systématique des enfants de moins de 5ans .	UNHCR/AHA	Tous	Immédiatement		
3.9	Sensibiliser les réfugiés sur l'efficacité des médicaments disponible dans les centres de santé des camps.	UNHCR/AHA	Tous	Immédiatement		
3.1	Appuyer les plans d'intégration de la santé des réfugiés dans le système de santé nationale	UNHCR/ONPRA	Tous	6 mois		Haute

#### 4. Relation avec la population hôte

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier	Priorité
4.1	L'aménagement et l'exploitation des cultures maraichères dans les marais proches à travers l'approche FFA/ C&V constitue une opportunité pour le PAM et les autres partenaires techniques gouvernementaux ou organisations associatives;	PAM/UNHCR/CO PED/agences UN	Tous	6 mois	Moyenne
4.2	Faire un plaidoyer auprès de la FAO et FIDA pour tenir compte de ces zones dans leurs programmes de repeuplement du cheptel et d'aménagement des marais. En attendant, travailler avec l'administration pour une sensibilisation de la population hôte à la bonne gestion du cheptel disponible ;	PAM/UNHCR/CO PED	Tous	Immédiatement	Moyenne

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
4.3	La réhabilitation des pistes de circulation dans les collines proches des camps notamment celle qui donne accès à la commune de Gitaramuka, province Karusi ainsi que les pistes d'accès vers le camp de Kavumu. Le PAM pourra y participer à travers l'approche FFA et C&V selon que les possibilités offertes par les ressources le permettent ;	PAM/UNHCR/CO PED/agences UN	Tous	12 mois	Haute	
4.4	Sensibilisation de la population hôte à l'exploitation rationnelle du bois effectuée par l'administration locale afin de contrôler, réguler ou limiter l'achat du bois par les réfugiés;	UNHCR/COPEP	Tous	Immédiate ment	Haute	
4.5	En collaboration avec l'Administration locale et les autres partenaires techniques, le PAM pourrait participer à la reforestation avec si possible, notamment la plantation d'arbres fruitiers;	PAM/ONPRA/ad ministration locale	Tous	6 mois	Moyenne	
4.6	Développer une approche de sensibilisation des réfugiés afin d'assurer la protection des oiseaux par l'abolition de leur chasse.	UNHCR/COPEP	Tous	3 mois	Moyenne	

## 5. Protection

### 5.1 Sécurité, Dignité et Accès

5.1.1	Renforcer la fonction du comité de distribution et revoir ses fonctions pour inclure la médiation effective entre réfugiés et commerçants. Le comité de distribution devrait inclure un membre du comité des personnes à besoins spécifique.	UNHCR/CARITAS /ONPRA	TousTous	Immédiate ment	Haute	
5.1.2	Revoir les campagnes de sensibilisation pour maximiser la diffusion des informations liées aux distributions (telles que : les procédures de réactivation, procédures pour les absents, timing des foires et l'importance de calculer une marge, les procédures existantes pour le soutien aux personnes à besoins spécifiques, SOPs bureau des plaintes, ..) –	UNHCR/CARITAS /ONPRA	Tous	Immédiate ment	Moyenne	
5.1.3	Introduire les données biométriques pour éviter de la confusion sur l'identité pendant la distribution des coupons.	PAM/UNHCR	Tous	12 mois	Moyenne	

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier	Priorité
<b>5.2 GBV</b>					
5.2.1	Effectuer le ciblage des ménages où la violence domestique, l'alcoolisme sont connus par IRC afin d'effectuer un counseling des hommes par des hommes qui peuvent servir en tant que des bons exemples.	IRC	Tous	Immédiatement	Haute
5.2.2	Engager les femmes de ces couples dans les groupements d'épargnes et crédits pour augmenter leur autonomisation (VSLA).	UNHCR/COPEP/IRC	Tous	3 mois	Haute
<b>5.3 PBS</b>					
5.3.1	Sensibilisation et appui des associations avec handicaps avec des AGR/VSLA, jardins potagers, formation professionnelle (coiffure, couture, ..). Développer et renforcer les procédures pour prioriser et soutenir les personnes à besoins spécifiques et malades dans les procédures générales des foires (mécanisme de procuration, désignations, accompagnateurs, transports).	UNHCR/CARITAS/ONPRA/PAM	Tous	Immédiatement	Moyenne
5.3.2	Développer des Associations d'entraide (scouts) pour aider les PBS à transporter leurs vivres jusqu'à leur domicile ou mettre en place des carrioles/brouettes pour faciliter le transport. Développer et sensibiliser sur l'entraide communautaire pour les constructions des abris des vulnérables légers. Sensibilisation et appui des associations avec handicaps avec des AGR/VSLA, jardins potagers, formation professionnelle (coiffure, couture, ..).	UNHCR/CARITAS/ONPRA/PAM	Tous	3 mois immédiatement	MoyenneHaute
<b>5.4 Protection de l'enfant/Education</b>					
5.4.1	Sensibiliser les jeunes et leurs parents sur les risques d'exploitation sexuelle et de la prostitution, sur les moyens de prévention. Organiser des cours d'éducation sexuelle à l'école.	UNHCR/CARITAS/IRC/ONPRA	Tous	3 mois	Haute
5.4.2	Assurer les distributions des kits hygiéniques (serviette jetables) et	UNHCR/CARITAS/ONPRA	Tous	Immédiatement	Haute

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
	renforcer les sensibilisations sur l'utilisation des flanelles par les jeunes filles.					
5.4.3	Faciliter et informer les enseignants sur le mécanisme d'accès prioritaire pour les enseignants lors des foires (système où ils pourraient passer le matin pour les enseignants du secondaire, et l'après-midi pour les enseignants du primaire et maternelle).	UNHCR/CARITAS	Tous	6 mois	Moyenne	
5.4.4	Sensibilisation des parents sur les filières existantes dans les camps et les bons résultats obtenus dans les camps pour éviter que les élèves ne partent à Bujumbura, avec les couts importants que cela entraîne.	UNHCR/CARITAS /ONPRA	Tous	3 mois	Moyenne	
5.4.5	Renforcer de façon significative les APE (Association de parents d'élèves) afin qu'ils s'impliquent de façon plus dynamique au sein des écoles, notamment du point de vue de la sécurité alimentaire, en créant par exemple des mutuelles afin de créer ou contribuer à la création de jardins potagers, ou de contribuer financièrement aux cantines scolaires.	UNHCR/CARITAS	Tous	Immédiate ment	Faible	
5.4.6	Evaluer les possibilités d'intégration des écoliers dans les écoles burundaises (écoles primaire)- Plaidoyer avec UNICEF	UNHCR/UNICEF	Tous	6 mois	Moyenne	
5.4.7	Evaluer la faisabilité de fournir des kits d'encouragement pour les filles qui poursuivent le secondaire afin d'enrayer le recours au sexe de survie.	UNHCR/UNICEF/ PAM	Tous	6 mois 6 mois	Moyenne	
5.5.1	Développer des procédures standards en précisant la fonction du mécanisme de plainte (table de litige) et les rôles et responsabilités de chaque organisation. La fonction principale de cette table sera : Fourniture d'information, assistance pendant les achats, assistance et sensibilisation sur le principe d'équilibre de la « shopping list », médiation entre commerçants et réfugiés, réception du feedback et des plaintes (qualité des denrées), solutions à certains problèmes posés. De telle procédures, claires et	UNHCR/CARITAS /ONPRA/PAM	Tous	Immédiate ment	Haute	

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
	fonctionnelles contribueront à augmenter la confiance que les réfugiés ont dans le système des foires tout en contribuant aussi à la transparence et bonne compréhension de ce nouveau mécanisme de distribution.					
<b>6. Logistique/Wash/habitat</b>						
<b>6.1 Eau-Hygiène-Assainissement</b>						
6.1.1	Sensibiliser les nouveaux arrivants dès le centre de transit pour qu'ils ne vendent pas leurs récipients;	UNHCR	Kavumu	Immédiatement		Moyenne
6.1.2	Rendre efficace les comités de gestion de l'eau dès les élections, les encourager les comités à mettre en place des fonds d'entretien et réparation des points d'eau ;	UNHCR	Tous	Immédiatement		Haute
6.1.3	Former et encadrer les comités des points d'eau pour la gestion de la caisse d'entretien et réparation ;	UNHCR	Tous	Immédiatement		Haute
6.1.4	Clôturer les points d'eau	UNHCR	Tous	Avant de les remettre à la gestion des comités		Haute
6.1.5	Renforcer le système de canalisation des eaux : tracer des rigoles derrière les maisons et installer des puisards près des points d'eau et des bacs à lessive pour collecter les eaux usées.	UNHCR	Kavumu	Immédiatement		Haute
<b>6.2 Abris et infrastructures</b>						
6.2.1	Organiser les comités de construction afin qu'ils fassent des propositions aux gestionnaires des camps et les partenaires	UNHCR	Tous	3 mois		Moyenne

Progr.	Recommandation	Responsabilité	Camps	Calendrier		Priorité
	pour l'aménagement des extensions et de cuisines communautaires.					
6.2.2	Sensibiliser les réfugiés, et spécifiquement les comités, sur l'entretien des infrastructures communautaires.	UNHCR	Tous	Immédiate ment		Haute
6.2.3	Sensibiliser les réfugiés pour construire des étagères plus hautes afin de préserver les vivres de l'humidité.	UNHCR	Tous	Immédiate ment		Moyenne
6.2.4	Appuyer les réfugiés, s'ils ont un apport matériel, pour la réfection des salles de classe.	UNHCR	Kinama	Immédiate ment		Haute
6.2.5	Mettre en place un système de pré-positionnement des vivres dans tous les camps en utilisant les hangars.	UNHCR/PAM	Tous	3 mois		Haute
<b>6.3 Environnement</b>						
6.3.1	Encourager et encadrer les réfugiés à la production des plants en pépinières et le reboisement à l'intérieur et à l'extérieur des camps (agro-forestiers et fruitiers) tel que fait à Bwagiriza en collaboration avec les partenaires, les autorités et les populations hôtes.	UNHCR/COPED/ONPRA	Kinama, Musasa, Kavumu	6 mois		Moyenne
6.3.2	Sensibilisation sur l'entretien des plants et mise en place des mesures de sanction pour ceux qui arrachent ou abiment les plants	COPED/ONPRA	Tous	6 mois		Moyenne
6.3.3	Augmenter la quantité de brindilles disponibles pour une meilleure utilisation des briquettes ; tout en continuant la sensibilisation sur l'utilisation et la conservation ;	UNHCR	Tous	3 mois		Moyenne
6.3.4	Revoir les quantités de briquettes distribuées aux petites tailles de famille (1 à 3) et identifier les TF1 en familles qui continuent à avoir 12 Kg. La révision serait la suivante : 20 kg pour TF1 ; 30 pour TF 2 ; et 40 pour TF 3.	UNHCR	Tous	Immédiate ment		Haute



Annexe 2 Liste des participants par équipe

Équipes	Nom des participants
Équipe Sécurité alimentaire et capacité à l'autosuffisance	<p><b>Leader : Sergio Regi, PAM Nairobi</b>  Guy Noel, UNHCR Muyinga  Mpoziriniga Audace, USAID/FFP  Frederic Nsabimana, PAM Ngozi  Francine Umwali, CARITAS Burundi  Murice Nzosaba, CARITAS Burundi</p>
Nutrition et Santé	<p><b>Leader: Risikatu Adunni AMUSA, UNHCR Bujumbura</b>  Jacqueline Diambomba, PAM Ngozi  Joseph Nikobamye, AHA  Benigne Nduwimana, HCR Muyinga  Philippe Bambara, HCR Ruyigi</p>
Relation avec la population hôte	<p><b>Leader: Emmanuel Twagirumukiza, PAM Bujumbura</b>  Déo Ndayisaba, PAM Bujumbura  Abel Rukubangwanyi, Ministère de l'Intérieur/ ONPRA  Jerome Merlin, HCR Ruyigi,  Emmanuel Nduwamungu, COPED Bujumbura</p>
Protection	<p><b>Co-Leaders : Maguelone Arzac, UNHCR Bujumbura et Ricarda Hirsiger, PAM, Nairobi</b>  Samuel Ndayisenga, ONPRA, Bujumbura  Frederic de Woelmont, UNHCR Muyinga  Lida Lakka, UNHCR Muyinga,  Tharcisse Nyambere, IRC Ruyigi  Caritas Nijimbere, IRC Ruyigi:  Juliet Garr, UNHCR Ruyigi,  Tony Tumagu, UNHCR Ruyigi,  Gertrude Cizanye, ONPRA Ruyigi,  Thierry Irambona, IRC Ruyigi</p>
Logistique/Wash/habitat	<p><b>Leader : Aimery Mbounkap, UNHCR Bujumbura</b>  Annie Gacukuzi, BPRM Uganda/ Kampala  Gerard Ndayisenga, PAM Bujumbura  Josélyne Bazahica, UNHCR Muyinga  Sadala Ndabaniwe, COPED Bujumbura  Saturnin Nudende, COPED  Boniface Nibayubahe, COPED</p>

## Annexe 3 Méthodologie par thématique

### *Sécurité alimentaire et capacité à l'autosuffisance*

- Revue des données secondaires : Post-Distribution Monitoring<sup>44</sup> de septembre 2013, FSMS<sup>45</sup> de décembre 2013, évaluation à mi-parcours de la modalité « voucher » au niveau des camps (Juin 2013)<sup>46</sup>, Étude de faisabilité de la modalité C&V dans les camps de réfugiés (Juin 2012),
- Discussions en focus groups : 2 par camp, 1 avec des femmes et le second avec des hommes.
- Entretiens avec des informateurs clés : représentants des comités de réfugiés, des comités des distributions, des instituts de microfinance, des ONG (COPEL, IRC, Maison Shalom), commerçants des marchés mixtes, réfugiés petits commerçants.
- Visites directes dans des ménages sélectionnés au hasard
- Observations marchés mixtes et externes.

### *Nutrition et Santé*

- Revue des données secondaires : rapport SENS de novembre 2013<sup>47</sup> et EDS de 2010<sup>48</sup>
- Entretien avec les groupes de discussion :
  - Mères leaders
  - Mamans qui ont des enfants malnutris
  - Animateurs santé nutrition
  - Comité santé
  - Malades chroniques
- Visite du centre de santé de chaque camp (avec vérification des outils de collecte des données)
- Entretiens avec des informateurs clés : médecins des centres de santé, coordinateurs de nutrition, animateurs santé.

### *Relation avec la population hôte*

- Revue des données secondaires :

Étude de faisabilité de la modalité C&V dans les camps de réfugiés (2012)<sup>49</sup>, rapport d'évaluation des récoltes saison 2013B<sup>50</sup>, le rapport FSMS d'Avril 2013<sup>3</sup>, rapport PDM

---

<sup>44</sup> (2013) PAM, Post Distribution Monitoring

<sup>45</sup> *Food Security and Monitoring System*

<sup>46</sup> Rapport JAP

<sup>47</sup> Enquête Nutritionnelle Standardisée et Elargie – SENS, HCR, novembre 2013.

<sup>48</sup> Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi (ISTEEBU), Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida [Burundi] (MSPLS), et ICF International. 2012. Enquête Démographique et de Santé Burundi 2010. Bujumbura, Burundi : ISTEEBU, MSPLS, et ICF International.

<sup>49</sup> PAM (2012), Étude de Faisabilité des activités C&V dans les camps de réfugiés au Burundi

<sup>50</sup>

d'Octobre 2013<sup>2</sup>, évaluation à mi-parcours de la modalité « voucher » au niveau des camps de Juin 2013<sup>4</sup>.

- Focus Groups :

Trois collines plus proches de chaque camp ont été identifiées et un focus groupe par colline a été organisé, soit un total de 12 focus groupes pour les 4 camps. Les collines qui ont été visitées sont :

- Kinama, Bihogo et Buringa pour le camp de Kinama
- Bwagiriza, Rubaragaza et Rutegama pour le camp de Bwagiriza
- Kabanga, Mufigi et Buhama pour le camp de Musasa
- Kavumu, Rutoke et Murehe pour le camp de Kavumu.

Chaque groupe était composé de 10 personnes dont 50% hommes et 50% femmes d'âges et de statuts socio-économiques variés.

- Discussions avec les informateurs-clés

Des discussions avec les responsables administratifs de la population hôte ont été menées pour confirmer ou infirmer les informations recueillies lors des focus groupes. Au total, nous avons discuté avec 27 informateurs-clés respectivement composés des conseillers des Gouverneurs de provinces ou d'administrateurs communaux, des chefs de zones et chefs de collines.

### Protection

Groupe de Discussions et Entretien avec les informateurs clés: 295 personnes entendues.

Kinama (80 pers)	Musasa (73 pers)	Bwagiriza (61 pers)	Kavumu (81 pers)
- Groupe Femmes 25 – 50 ans (12 pers)	- Groupe Femmes	- Groupe Femmes	- Groupe Femmes
- Acteurs protection (6 pers)	- 25 – 50 ans (10 pers)	- 25 – 50 ans (12 pers)	- 25 – 50 ans (20 pers)
- Groupe Mixte CFM (16 pers)	- Acteurs protection (10 pers)	- Groupe Mixte CFM (11 pers)	- Groupe Mixte CFM (15 pers)
- Informant clé Caritas (1 pers)	- Groupe Mixte CFM (15 pers)	- Informant clé ONPRA (1 pers)	- Groupe Hommes 25-50 (10 pers)
	- Groupe PBS/pers âgés (14 pers)	- Informant clé « Centre	- Groupe PBS/pers âgés (14 pers)

- Informant clé « Centre Espoir » (1 pers)	- Groupe Ados 14-18 ans (10 pers)	Espoir » (3 pers)	- Groupe Ados 14-18 ans (12 pers)
- Groupe Hommes 25-50 (14 pers)	- Groupe Enseignants (14 pers)	- Groupe Hommes 25-50 (12 pers)	- Groupe parents d'élèves (10 pers)
- Groupe PBS (12 pers)		- Groupe PBS/pers âgés (10 pers)	
- Groupe Ados 14-18 ans (8 pers)		- Groupe Ados 14-18 ans (12 pers)	
- Groupe Enseignants (10 pers)			

#### *Logistique/Wash/habitat*

L'équipe s'est scindée en 2 groupes : un groupe de 3 personnes pour rencontrer les comités et un autre de 3 personnes pour visiter les ménages et organiser des focus groupes.

20 réfugiés et 20 membres des comités ont été ciblés pour les entretiens dans chaque camp selon un questionnaire de 5 questions par secteur technique : Eau ; Hygiène et Assainissement ; Abris et infrastructures ; Environnement ; Distributions.

Le premier groupe a visité des ménages au hasard dans chaque camp et s'est chaque fois entretenu avec un individu ou un groupe de 3 à 4 individus.

Le second groupe devait rencontrer séparément au moins 5 membres de chaque comité, et animait un focus groupe autour des cinq questions de chaque secteur. A Kavumu, les comités n'avaient pas tous été informés et le peu qui ont pu répondre à l'appel ont fait un seul groupe avec lequel l'équipe s'est entretenue sur tout le questionnaire.

D'autres informations ont été tirées des observations directes au niveau des abris et des infrastructures communautaires comme les écoles, les hangars de distribution, les bureaux administratifs, les canalisations, et les points d'eau.